LE TRAVAIL DES FEMMES EN FRANCE ET EN RUSSIE : L'EFFET DES ENFANTS ET DES VALEURS DE GENRE

ARIANE PAILHÉ ET OXANA SINYAVSKAYA

Chargée de recherche, Institut national d'études démographiques, Paris
(pailhe@ined.fr)

Directrice adjointe, Institut indépendant de politique sociale (NISP), Moscou
et chercheur associé à la Maastricht Graduate School of Governance,
Maastricht University (o.sinyavskaya@socpol.ru)

RÉSUMÉ : La façon dont les enfants et les attitudes à l'égard du rôle des hommes et des femmes influencent la participation des femmes au marché du travail est examinée pour deux pays dont le type d'État-providence et les normes de genre diffèrent : la France et la Russie. Les auteurs comparent les déterminants de l'offre de main-d'œuvre féminine en utilisant les données de la première vague de l'enquête « Générations et genre » (GGS) menée dans les deux pays. En Russie, l'âge du plus jeune enfant est le principal facteur de la baisse de la participation des femmes. En France, l'effet des enfants est multidimensionnel et, contrairement à la Russie, les normes de genre y jouent un rôle majeur. L'éventail plus large de possibilités qu'ont les Françaises (travailler ou non, à temps plein ou partiel) explique la plus grande hétérogénéité des comportements féminins.

INTRODUCTION

Dans la plupart des pays industrialisés, avoir des enfants limite la participation des femmes au marché du travail. Même si elles travaillent davantage et plus continûment au fil des décennies, leur taux d'activité diminue avec le nombre (McCulloch & Dex, 2001 ; Robert *et al.*, 2001) et/ou l'âge des enfants (voir, par exemple, Leth-Sørensen & Rohwer, 2001 ; Blossfeld *et al.*, 2001 ; Grimm & Bonneuil, 2001 ; Drobnič & Fratzak, 2001 ; Matysiak & Vignoli, 2006 ; Gonzales-Lopez, 2001). En outre, dans de nombreux pays, le temps de travail des mères est inférieur à celui des femmes sans enfant (Joshi *et al.*, 1996 ; Gornick, 1994 ; Thévenon, 2007).

L'effet négatif des enfants sur la participation des femmes varie selon les pays. Par exemple, en Europe en 2003, le taux d'emploi des mères de 20 à 49 ans dont le benjamin a moins de trois ans oscille entre 10 % en Hongrie et plus de 80 % en Suède (Aliaga, 2005). Ces variations s'expliquent en grande partie par la diversité des politiques publiques de soutien à l'emploi des mères de famille (Gornick *et al.*, 1998 ; Van der Lippe, 2001). L'offre de travail des femmes dépend beaucoup, en effet, des mesures favorisant la conciliation de la vie professionnelle et familiale, notamment l'existence de services de garde (Del Boca *et al.*, 2005).

Une deuxième explication tient aux facteurs culturels. La décision des femmes de travailler ou non dépend des rapports sociaux de sexe (Uunk *et al.*, 2005 ; Fortin, 2005). L'attitude des femmes à l'égard du travail peut être influencée par leur perception des rôles incombant respectivement aux hommes et aux femmes (Hochschild, 1989 ; Potuchek, 1997). La pression sociale est particulièrement forte pour les mères d'enfants d'âge préscolaire, la responsabilité de l'éducation des enfants étant traditionnellement attribuée à la femme (Shelton & John, 1996).

Nous entendons examiner ici comment la politique familiale et les normes de genre influent sur l'emploi féminin. Afin d'évaluer le poids du contexte institutionnel et des rôles sexués, une analyse comparative est menée. Deux pays qui diffèrent tant en termes d'État-providence que, sans doute, de normes de genre ont été retenus : la France et la Russie. Nous étudions en quoi la participation des femmes dépend des valeurs de genre et des ressources objectivement disponibles dans chaque pays. L'impact des enfants sur l'offre de travail féminin diffère-t-il en France et en Russie ? L'effet des enfants varie-t-il selon leur âge ou leur nombre ? Dans quelle mesure les divergences entre les pays dépendent-elles des politiques de soutien à l'emploi et des normes de genre ?

L'analyse empirique s'appuie sur les données de la première vague de l'enquête « Générations et genre » (*Generations and Gender Survey* – GGS). Dans un premier temps, nous comparerons les politiques familiales et de

l'emploi. Nous passerons ensuite en revue les approches théoriques et empiriques utilisées dans les travaux sur l'offre de travail des femmes et l'impact des attitudes de genre. Après avoir présenté les données et quelques statistiques descriptives, nous analyserons les résultats de l'étude empirique.

1. LES POLITIQUES DE LA FAMILLE ET DE L'EMPLOI EN FRANCE ET EN RUSSIE

Dans les deux pays étudiés, les femmes ont un bon niveau d'éducation et un taux d'activité élevé (Tableau 1). En France, elles sont entrées massivement sur le marché du travail depuis la fin des années 1960 et, en 2005, le taux d'activité des femmes de 15 à 64 ans atteignait 63,8 % contre 74,5 % pour les hommes. La Russie soviétique a eu, quant à elle, une longue tradition de quasi-plein-emploi des femmes¹ dont les causes étaient à la fois idéologiques et économiques (Sacks, 1988 ; Ofer & Vinokur, 1985). Après l'effondrement de l'URSS, l'emploi a perdu son caractère obligatoire mais la plupart des femmes ont continué à travailler. En Russie, le taux de participation des 15-72 ans s'établissait ainsi à 63,7 % en 1992 et à 60,8 % en 2004 ; celui des hommes aux mêmes âges s'élevait respectivement à 77,6 % et 70,4 %. Les taux d'activité ont progressé avec la croissance économique et les niveaux atteints en 2007 ne sont que légèrement inférieurs à ceux de 1992.

TABLEAU 1
Taux d'activité et de chômage selon l'âge, en %

	Taux d'activité		Taux de chômage	
	France, 2005	Russie, 2004	France, 2005	Russie, 2004
15-24	29,9	34,8	24,6	19,1
25-49	81,1	87,3	10,4	7,0
50-64	54,6	67,8*	7,2	5,3*
15-64	63,8	70,8**	10,9	8,1**

Notes : * population des 50-59 ans ; ** population des 15-59 ans².

Sources : INSEE, *Enquête Emploi*, 2005 ; calculs des auteurs à partir des données de Rosstat, 2005.

Même si l'égalité des hommes et des femmes est garantie par la loi en France et en Russie, les exemples d'inégalité sont nombreux sur le marché du travail. Ainsi, en France, la part des hommes et des femmes diffère selon la profession, les femmes étant surreprésentées dans les secteurs de

1. Le taux d'activité des femmes soviétiques de 15-54 ans a crû de 70,2 % en 1950 à 80,9 % en 1970 et celui des femmes de 20-54 ans de 69,4 % à 89,4 % (OFER & VINOKUR, 1985). Selon ces auteurs (*Ibid.*, p. 339), « durant une période de 40 ans à partir de la fin des années 1930, le taux d'activité des femmes mariées en âge de travailler a progressé de 50-60 % à 93 %... ».

2. Malheureusement, les données officielles publiées n'utilisent pas les mêmes tranches d'âge dans les deux pays.

la santé et de l'éducation (INSEE, *Enquête Emploi*, 2004). Elles occupent plus souvent des postes d'employés, tandis que les hommes sont plus souvent ouvriers, cadres ou travailleurs indépendants. Le chômage, élevé en France depuis les années 1980, touche davantage les femmes que les hommes (même parmi les jeunes). En outre, malgré de nombreuses lois contre la discrimination au travail, le salaire des femmes est en moyenne de 19 % inférieur à celui des hommes dans les entreprises privées ; à expérience professionnelle, horaires de travail et autres caractéristiques de l'emploi comparables, il l'est encore de 15 % (INSEE, *Enquête Emploi*, 2004).

En Russie, en dépit de l'égalité officiellement proclamée des sexes, les inégalités étaient ancrées dans la société soviétique. Les études sexuées de l'emploi ont révélé une forte ségrégation professionnelle (Sacks, 1988) et un écart de rémunération de l'ordre de 35 à 40 % du salaire mensuel moyen et de quelque 30 % de la rémunération horaire moyenne (Ofer & Vinokur, 1985). Selon M. Swafford (1978), l'écart salarial entre les sexes, même contrôlé par le niveau d'éducation, la qualification et le secteur d'activité, était d'environ 28 % (cité par Sacks, 1988, p. 81). Compte tenu du sous-développement du secteur des services et de la part minime des emplois non manuels dans l'économie soviétique, on ne s'étonnera pas que près des deux tiers des femmes exerçaient des métiers manuels (Ofer & Vinokur, 1985). Les femmes étaient aussi surreprésentées parmi les professionnels de la santé, de l'éducation, de la recherche et, plus généralement, dans le secteur public où les salaires sont médiocres mais les horaires de travail plus souples. Ce facteur avait une importance toute particulière dans un pays où seuls 0,5 % environ des emplois étaient à temps partiel.

Après le changement de régime et les réformes qui l'ont suivi, le chômage – officiellement inexistant en Union soviétique – apparaît au grand jour. Les allocations de chômage sont minimales de sorte qu'un large écart sépare les données officielles (chômeurs enregistrés auprès des agences pour l'emploi) et celles élaborées selon la définition du Bureau international du travail (BIT), les premières étant de deux à six fois moins élevées selon les périodes de la transition économique. Néanmoins, le taux de chômage au sens du BIT demeure inférieur à celui observé dans de nombreux autres pays postsocialistes, les ajustements au déclin de l'activité économique prenant la forme d'une forte réduction des salaires plutôt que des emplois (Kapeljušnikov, 2001). Le niveau de chômage varie peu selon le sexe. Si le taux de chômage des femmes tel que défini par le BIT est généralement plus faible, elles ont tendance à s'inscrire plus souvent que les hommes dans les agences pour l'emploi. Elles connaissent aussi des périodes plus longues de chômage et sont, en outre, plus fréquemment inactives, certaines renonçant par découragement à chercher un emploi.

Pendant une période non négligeable de la transition économique, le Code du travail soviétique de 1971 est resté en vigueur. Le marché du travail était très réglementé, même comparativement à celui de nombreux pays européens ; la loi favorisait la stabilité de l'emploi³ et rendait le licenciement coûteux pour les employeurs. Cependant, ces derniers contournaient facilement les règles en raison de l'absence de contrôles (Kapeljušnikov, 2001). Les travailleurs, en particulier dans le secteur privé et dans les petites entreprises, n'étaient pas protégés contre les violations de leurs droits. Ce risque était plus élevé pour les hommes que pour les femmes, celles-ci étant plus fréquemment employées dans le secteur public, avec des contrats officiels et souvent à durée indéterminée, tandis que les hommes l'étaient avant tout dans le secteur privé, le secteur informel ou comme travailleurs indépendants. En 2002, la Russie a adopté un nouveau Code du travail qui est en principe plus favorable aux employeurs du fait de l'assouplissement des règles. Toutefois, dans les contrats de travail, les garanties de base restent les mêmes pour les salariés, en particulier ceux qui ont des enfants. L'analyse des relations de travail un an après l'adoption du nouveau Code a montré que presque rien n'avait changé pour les employeurs et les salariés, à l'exception du recours plus facile aux contrats à durée déterminée (Kapeljušnikov & Gimpelson, 2004).

La rareté du travail à temps partiel, des horaires flexibles et des possibilités de travailler à domicile posait problème en Russie soviétique (Višnevskij, 1992) mais la situation n'a guère évolué. La plupart des emplois sont encore à temps plein : en 2006, la durée moyenne du travail hebdomadaire effectif était de 39,8 heures pour les hommes et de 37,6 heures pour les femmes. Celles de 15-72 ans n'étaient que 7 % à travailler moins de 31 heures par semaine et, parmi elles, 4 % seulement des femmes de 20-59 ans. Le travail à temps partiel est beaucoup plus répandu en France : 30 % des femmes âgées de 15 ans et plus travaillent moins de 30 heures par semaine.

En Russie, le salaire mensuel moyen des femmes équivaut à deux tiers environ de celui des hommes (Brainerd, 2000 ; Rosstat, 2007). Cet écart s'explique en partie par l'asymétrie de la structure de l'emploi dans les deux sexes (Ogloblin, 1999 ; Roščin & Gorelkina, 2004 ; Oščepkov, 2006). En Russie, comme en France, les femmes sont surreprésentées dans les secteurs et métiers les moins rémunérés. La plupart d'entre elles occupent des emplois non qualifiés, administratifs et techniques de niveau bas ou

3. Il est légalement plus difficile de licencier un salarié ayant un contrat de travail à durée indéterminée qu'un contrat à durée déterminée. En cas de licenciement pour raisons économiques, l'employeur doit informer l'employé deux mois à l'avance. Cependant, même dans ce cas, le licenciement peut être limité par les conventions collectives ou du fait de l'opposition des syndicats. Les conventions collectives et la présence syndicale sont plus répandues dans les grandes entreprises et le secteur public.

moyen. Les hommes sont plus souvent ouvriers qualifiés, techniciens supérieurs ou exercent des fonctions d'encadrement. Ils sont majoritaires dans l'industrie, la construction, les transports et l'agriculture alors que les femmes le sont dans le commerce, l'éducation, la recherche et la santé. Pourtant, même à secteur et profession donnés, les femmes sont moins payées que les hommes. La partie non expliquée de l'écart salarial entre les sexes représente 15-18 % du salaire masculin moyen (Brainerd, 2000 ; Oščepkov, 2006). De surcroît, certaines données confirment indirectement l'existence d'un « plafond de verre » (Oščepkov, 2006 ; Roščin & Solncev, 2006) et d'une pénalisation des femmes par la maternité (Nivorožkina *et al.*, 2008).

En Russie comme en France, les personnes ayant des responsabilités familiales bénéficient de nombreuses garanties d'emploi. Cependant, les deux pays n'ont pas la même approche de la politique familiale et de la conciliation de la vie de famille avec la carrière professionnelle.

En France, l'intervention de l'État dans la socialisation collective des jeunes enfants est une tradition ancienne. L'État tend à se substituer à la famille avec un double objectif d'équité sociale et d'encouragement de la fécondité (Rosental, 2003). La politique familiale française est ainsi un compromis entre la promotion de la famille et celle de l'équilibre entre travail et maternité pour les femmes. Même si l'objectif affiché n'est pas de permettre aux femmes de combiner ces deux activités, elle les y aide *de facto*. Depuis les années 1980, les structures de garde collectives et privées destinées aux enfants de moins de trois ans se sont développées (Toulemon *et al.*, 2008). Ce type de garde est disponible immédiatement après la fin du congé de maternité, dès que le bébé est âgé de deux ou trois mois, et a l'avantage d'avoir des horaires étendus : de 7-8 heures à 18-19 heures en semaine. La politique familiale française connaît cependant un tournant en 1994 lorsque des mesures sont prises pour inciter les salariés à quitter le marché du travail. L'Allocation parentale d'éducation (APE), créée en 1985 dans un contexte de chômage élevé et étendue au deuxième enfant depuis juillet 1994, a été conçue pour permettre à l'un des parents (dans la pratique, la mère) de se consacrer entièrement à l'éducation de l'enfant jusqu'à son troisième anniversaire. On estime que cette allocation a poussé un grand nombre de mères, surtout les moins éduquées, à rester à la maison. Selon une enquête récente sur les modes de garde, en semaine, 61 % des enfants de moins de trois ans sont principalement pris en charge par leurs parents, 21 % par des assistantes maternelles subventionnées, 10 % par une crèche, 7 % par leurs grands-parents ou des membres de leur famille et 1 % par des nourrices à domicile (Blanpain, 2006 ; Ruault & Daniel, 2003).

Les petits Français vont très tôt à l'école : 37 % des enfants âgés de deux ans sont inscrits dans une école maternelle et 97 % le sont à trois ans bien que la scolarisation ne soit pas obligatoire à cet âge (Blanpain, 2006). La

socialisation collective précoce a, conformément à la tradition républicaine française, pour objectif déclaré de garantir l'égalité des chances aux enfants quelle que soit leur classe sociale. Ce service est gratuit et de haute qualité. Comme pour la garde des enfants d'âge préscolaire, les heures d'ouverture sont longues : pour les enfants de trois à douze ans, l'école commence à 8h30 et se termine à 16h30. L'accueil des enfants est assuré avant et après les heures de classe, le matin à partir de 7 heures et, le soir, jusqu'à 18-19 heures selon les municipalités (17 % des enfants âgés de deux à six ans utilisent ces services). Des repas sont proposés par les cantines scolaires pendant la pause de midi. Le mercredi, les enfants ne vont pas à l'école mais on peut les inscrire dans des centres de loisir. La politique familiale est surtout orientée vers les mères, la conciliation travail-famille étant considérée comme un problème purement féminin (Commaille *et al.*, 2002). Ce n'est que très récemment que la question de l'égalité des sexes dans le ménage a été prise en compte par les autorités qui, le 1^{er} janvier 2002, ont introduit le congé de paternité. Bien que relativement timide (la durée maximale du congé est de onze jours consécutifs ou de 18 jours dans le cas d'une naissance multiple), cette mesure a remporté un vif succès puisque 60 % des pères ont décidé d'en profiter dès sa mise en application.

En Russie soviétique, la famille était considérée comme une source de futurs travailleurs destinés à satisfaire une demande toujours croissante de main-d'œuvre et la politique familiale a été conçue en ce sens. Elle n'était pas très généreuse, même en comparaison avec les pays socialistes d'Europe centrale et orientale (notamment la République démocratique allemande, la Hongrie et la Pologne), et cherchait principalement à aider les groupes potentiellement vulnérables (familles nombreuses ou avec de faibles revenus, mères célibataires) en finançant le coût direct des enfants. Certains avantages ou services supplémentaires étaient offerts par l'employeur des femmes en activité. Jusqu'au milieu des années 1950, la politique démographique se limitait pour l'essentiel à des mesures liées à l'avortement. Le congé de maternité était court (9 semaines en 1930 et 11 semaines en 1940) et un soutien financier régulier était apporté uniquement aux familles nombreuses et aux mères célibataires. Sous la pression de la forte activité féminine, plusieurs mesures visant à mieux concilier la maternité et l'emploi ont été appliquées dans la seconde moitié des années 1950. En 1956, le congé de maternité a été prolongé de 11 à 16 semaines (8 semaines avant l'accouchement et 8 semaines après). En 1959, en complément des jardins d'enfants destinés aux enfants de trois à sept ans, des crèches ont été ouvertes pour ceux de deux mois à trois ans. Jusqu'au milieu des années 1960, seuls les ouvriers et les employés pouvaient prétendre à ces diverses prestations mais elles ont été étendues aux salariées des fermes collectives à partir de 1965. En 1974, elles ont été complétées par des allocations pour les familles à bas revenu. Le risque de pénurie de main-

d'œuvre apparu dans les années 1970-1980 a conduit les autorités à s'intéresser davantage à la population et la famille. En 1981-1982, une nouvelle série de mesures a été introduite : une prime dès la première naissance dont le montant varie selon le rang de naissance, un congé parental d'un montant forfaitaire⁴ alloué pour la première année de l'enfant et réservé aux mères actives ayant au moins un an d'ancienneté ainsi qu'aux étudiantes et un congé parental non rémunéré jusqu'à ce que l'enfant ait atteint 18 mois. Des mesures de soutien aux familles nombreuses ont également été prises. Les mères avaient droit à des jours de congé supplémentaires et à des prêts sans intérêt accordés par leurs employeurs. En 1989-1992, le congé de maternité a été prolongé de 16 à 20 semaines (70 jours avant et après l'accouchement), le congé parental rémunéré jusqu'à ce que l'enfant ait un an et demi et le congé parental non rémunéré jusqu'à ses trois ans. Au début des années 1990, l'aide de l'État a été étendue aux mères n'exerçant pas une activité et aux familles avec des enfants de plus d'un an et demi. Le bilan démographique de ces mesures a montré que la descendance finale des femmes a un peu augmenté mais, surtout, que le calendrier des naissances a été modifié, les premières naissances étant plus précoces et les intervalles entre elles plus courts (Zakharov, 2007). En conséquence, beaucoup de femmes ont quitté le système d'éducation ou le marché du travail pour plusieurs années.

La situation a radicalement changé dès les premières réformes économiques. Toutes les garanties juridiques, en particulier la réglementation de l'emploi des mères, ont été officiellement maintenues et la politique s'est *de jure* orientée vers la compensation partielle du coût de l'éducation des enfants et vers une meilleure articulation emploi-famille. De nouvelles prestations pour les familles avec enfants ont été mises en place dans la première moitié des années 1990. Elles reposaient sur l'idée de soutenir financièrement les familles avec enfants dans le contexte d'une persistance des rôles traditionnels au sein de la famille. Cependant, l'aide de l'État aux familles a diminué *de facto* au cours de la transition, les coûts de la maternité et de l'éducation s'étant considérablement accrus. En dépit de l'introduction de nouvelles allocations maternelles et familiales, la part du soutien aux familles dans le total des dépenses sociales a diminué, passant de 77,3 % en 1991 à 32,4 % en 2003 (Ovčarova & Popova, 2005). Selon diverses estimations, les allocations familiales et parentales représentaient environ 0,5 à 1,5 % du total des revenus monétaires de la population au début des années 1990 et de 0,1 à 0,5 % au début des années 2000 (Elizarov, 2005 ; Ovčarova & Popova, 2005). Elles variaient à peine selon le nombre d'enfants et n'avaient quasiment aucun lien avec le revenu des ménages, le salaire moyen dans l'économie ou le minimum de subsistance. De même,

4. L'allocation s'élevait à 35 roubles par mois pour toutes les mères (50 roubles pour celles résidant dans les régions de l'Extrême-Orient, de l'Extrême-Nord et du Nord-Ouest).

ni l'inflation ni la hausse des dépenses réelles au profit des enfants n'était prise en compte. L'accès aux congés maternité et parental dépendait du secteur où les femmes étaient employées. Conformément à la législation, le secteur public accordait généralement ces congés tandis que les règles étaient souvent violées dans le secteur privé, en particulier dans les petites entreprises. Ainsi, au cours des quinze années de réforme, la politique familiale russe n'a pas su aider les familles en compensant au moins une partie significative de leurs dépenses liées aux enfants. Même si le soutien financier aux familles s'était également dégradé au fil du temps en Russie soviétique (Višnevskij, 1992), les dépenses directement entraînées par les enfants étaient alors bien moindres qu'après la période de réforme.

Officiellement, depuis la fin des années 1950, des établissements préscolaires destinés aux enfants de deux mois à sept ans sont ouverts en semaine de 10 à 12 heures par jour dès 7 ou 8 heures du matin. Actuellement, quelque 6 % de ces établissements (accueillant 2,5 % des enfants) sont ouverts six jours par semaine, 5,7 % environ d'entre eux (1,9 % des enfants) l'étant 24 heures sur 24⁵. En réalité, la disponibilité des établissements préscolaires et notamment des crèches est restée limitée, sauf pendant une courte période des années 1990 lorsque les enfants étaient peu nombreux. En 1960, seuls 13 % des enfants âgés de un à six ans révolus fréquentaient ces établissements (Sacks, 1988) et 40 % en 1977 (Kvaša, 1981). Toutefois, un grand nombre d'entre eux a été construit dans les années 1980 et la proportion d'enfants pouvant y accéder a atteint 66,4 % en 1990. Depuis, ces établissements se raréfient d'année en année. Ainsi, en 2003, 57,6 % des enfants ont obtenu une place, dont seulement 16 % des moins de 3 ans⁶. Le nombre d'enfants inscrits sur une liste d'attente est passé de 192 900 en 1999 à 1 237 900 en 2006, soit une multiplication par six (Goskomstat, 1999 ; Rosstat, 2007).

Les écoles sont accessibles à partir de 6 ans en Russie et la scolarité est obligatoire jusqu'à l'âge de 15 ans. Le niveau secondaire, qui dure onze ans, comprend quatre années d'enseignement primaire, cinq années d'enseignement secondaire de base et deux années d'enseignement secondaire supérieur. La journée scolaire est beaucoup plus courte que dans les jardins d'enfants. Les enfants fréquentent l'école 5 ou 6 jours par semaine pendant 31 semaines. En moyenne, le temps d'apprentissage par semaine est de 24 heures pour les enfants de 7 à 8 ans, de 29 heures pour les 9-11 ans, de 35 heures pour les 12-14 ans et de 36 heures pour les 15-16 ans⁷. Habituellement, les cours débutent entre 8 et 9 heures et se terminent entre 12 et 15 heures. Environ la moitié des écoles proposent des activités parasco-

5. Données tirées de <http://stat.edu.ru/smi/tab11.shtml>

6. Calculs des auteurs à partir de Goskomstat, 2004 et 2003. Notons que cette institution a changé de nom en 2005 pour devenir Rosstat.

7. Données tirées de *Education in Russia in 2004* ; http://stat.edu.ru/doc/eng_education.pdf

lares ou d'aide aux devoirs jusqu'à 17 ou 18 heures mais tous les élèves ne peuvent en bénéficier et la plupart d'entre eux font leurs devoirs à la maison après la classe. Par conséquent, les parents doivent aller chercher leurs enfants en début d'après-midi et éventuellement passer la deuxième moitié de la journée à la maison, au moins tant que les enfants sont dans le primaire et/ou s'ils vivent dans des municipalités où l'école est éloignée du domicile. Enfin, la politique menée n'a compensé qu'une faible partie des coûts réels et n'a pas favorisé la compatibilité de la condition de parent avec celle de travailleur.

Dans ces conditions, les familles russes doivent compter sur l'aide inter-générationnelle pour l'éducation des enfants. Selon l'enquête GGS russe, en 2004, plus d'un tiers des familles ayant des enfants de moins de 14 ans ont été aidées par des non-professionnels (Sinjavskaja & Gladnikova, 2007a), les grand-mères (*babuški*) jouant un rôle actif dans la garde des enfants⁸. Cependant, cette aide n'est disponible que si les différentes générations vivent sous le même toit ou à proximité les unes des autres. Un peu plus de 40 % des Russes âgés de 18 à 59 dont les parents sont en vie habitent avec eux ou à moins de 15 minutes, et 40 % de ceux qui ne vivent pas avec leurs parents les voient au moins une fois par semaine (Sinjavskaja & Gladnikova, 2007b).

2. ATTITUDES DE GENRE ET OFFRE DE TRAVAIL FÉMININ

2.1. APPROCHES THÉORIQUES

Les littératures économique et sociologique proposent diverses analyses de l'offre de main-d'œuvre féminine. Selon la théorie néoclassique standard, les femmes sont censées travailler si le fait d'exercer une activité rémunérée a un coût d'opportunité supérieur à celui de rester à la maison (Becker, 1965). L'offre de travail dépend de facteurs tels que l'expérience professionnelle, le niveau d'éducation, le poids du salaire de la femme dans le budget du ménage, le niveau de ressources du conjoint, etc. Un facteur déterminant est la présence d'enfants et son impact est généralement étudié du point de vue féminin (Killingsworth & Heckman, 1986) : les femmes auraient en effet un avantage comparatif à rester au foyer car elles gagnent souvent moins que leur mari. La présence d'enfants restreindrait de deux manières au moins la participation des femmes : (1) s'occuper des enfants valorise le temps passé par la femme à la maison ; (2) si elle travaille, son salaire net est réduit par les frais de garde. Le nombre d'enfants a toutefois deux effets opposés : d'un côté, la demande de soins s'accroît quand ils sont plus nombreux et la productivité domestique s'élève. De l'autre, les dépen-

8. Voir également l'article de C. Lefèvre, L. Prokofieva, I. Korchaguina, V. Stankunienie, M. Gedvilaite, I. Badurashvili et M. Sibirladze dans le présent numéro.

ses augmentent avec le nombre d'enfants, si bien que le ménage a besoin du revenu de la femme. L'âge des enfants est également déterminant : plus les enfants grandissent, moins ils nécessitent d'attention et plus le besoin d'argent se fait pressant, ce qui réduit la valeur du temps passé à la maison.

Les développements récents de la littérature économique portant sur l'offre de travail féminin s'éloignent de cette conception du capital humain. De nouveaux modèles, qui analysent le processus de décision au sein des ménages et l'interaction stratégique des époux, interprètent différemment l'offre de travail (Chiappori, 1988). Ici, chaque conjoint maximise son propre bien-être alors que, dans le modèle précédent, une seule fonction d'utilité existait, celle de toute la famille. Chaque conjoint tient compte de son pouvoir de négociation actuel et futur quand il s'agit de prendre la décision de travailler. Depuis peu, les économistes ont intégré le rôle des normes sociales, objet central d'analyse dans la littérature sociologique. Pour contrôler l'hétérogénéité des individus, ils utilisent de plus en plus les attitudes individuelles. Certaines études montrent, par exemple, qu'elles influencent l'écart salarial entre les sexes (Fortin, 2006) ou les heures de travail (Uunk *et al.*, 2005).

La littérature sociologique, quant à elle, met l'accent sur le poids des normes et des rapports sociaux de sexe dans l'explication de la répartition des tâches entre les conjoints. Elle souligne que, malgré l'entrée massive des femmes sur le marché du travail, le rôle des hommes et des femmes continue à différer au sein du couple. Par exemple, selon l'approche « *doing gender* »⁹, la plus grande implication des femmes dans les travaux domestiques et des hommes dans une activité professionnelle est une façon de réaffirmer leur identité de genre (Goffman, 1977) et de s'y conformer. Les hommes jouent leur rôle de pourvoyeur de ressources en s'investissant prioritairement dans leur activité professionnelle et les femmes endossent celui de « carer »¹⁰ en donnant la priorité à leurs responsabilités domestiques et familiales. Cette relation de dépendance au sein du couple est conforme aux attentes normatives. L'effet négatif des enfants sur l'offre de main-d'œuvre féminine est dû à la forte pression sociale, l'opinion attribuant aux femmes l'éducation des enfants et désapprouvant le travail des mères (Shelton & John, 1996). La théorie des rôles explique la spécialisation des femmes dans les tâches éducatives par les récompenses symboliques que l'investissement dans la maternité leur apporte (Van der Lippe, 1994). Bien sûr, toutes les femmes n'ont pas la même attitude à l'égard des rôles sexués. Hakim (1996) insiste sur leur hétérogénéité : « Certai-

9. Cette notion a été théorisée par Candace West et Don H. Zimmerman dans leur article "Doing gender" publié en 1987 par la revue *Gender and Society*, Vol. 1, n° 2, June, pp. 125-151.

10. Terme difficile à traduire car il se réfère aussi bien aux activités ménagères et domestiques qu'à l'éducation des enfants et aux soins à d'autres personnes dépendantes de la famille, autrement dit, à toutes les activités liées au « souci de l'autre ».

nes femmes choisissent d'être centrées sur la maison et considèrent le travail comme une activité secondaire. D'autres privilégient leur carrière et font passer les travaux domestiques au second plan. » Les femmes qui ont une conception traditionnelle des rapports entre les sexes sont les plus susceptibles de se retirer du marché du travail après avoir enfanté. Ces assignations de genre varient évidemment d'un pays à l'autre en fonction des structures socio-économiques nationales et les nouveaux modèles et identités de genre se propagent lentement.

2.2. ÉTUDES EMPIRIQUES

Alors qu'un grand nombre de travaux s'intéressent à l'impact des enfants sur l'offre de travail féminin, les études consacrées aux effets spécifiques des valeurs sont rares. Ces dernières examinent le rôle des rapports sociaux de sexe à l'échelle nationale ou individuelle. Certains auteurs tels Anxo *et al.* (2005) analysent la répartition du temps selon le sexe et comparent des pays dont le contexte institutionnel, la politique familiale et les normes sociales divergent. Ils concluent que les normes sociales et les orientations de la politique familiale expliquent pourquoi les différences de genre dans l'allocation du temps sont aussi profondes et persistantes. D'autres auteurs estiment directement l'impact des valeurs de genre sur la participation des femmes. Par exemple, Uunk *et al.* (2005) modélisent l'évolution des heures de travail après la première naissance en introduisant pour chaque pays des variables liées à la garde des enfants et aux attitudes à l'égard des rôles sexués. Leur échelle de valeur est construite à partir des réponses à deux questions sur les attitudes envers les mères qui travaillent et les soins aux enfants posées lors de l'enquête européenne sur les valeurs (1990 et 1999). Utilisant une analyse multiniveaux et les données du panel européen des ménages, ils constatent que, d'une part, les valeurs fondées sur l'égalité des sexes contribuent à favoriser la participation des femmes après la naissance d'un enfant mais que, d'autre part, leur effet est plus faible que celui du soutien institutionnel à l'offre de main-d'œuvre féminine.

Pour certains auteurs, les valeurs individuelles relatives aux rôles sexués influencent la participation des femmes au marché du travail. Fortin (2005) analyse, par exemple, l'impact des attitudes à l'égard du rôle des hommes et des femmes sur l'emploi féminin dans les 25 pays de l'OCDE. Trois dimensions sont explorées – les opinions traditionnelles, les opinions anti-égalitaires et les conflits intérieurs – qui chacune se réfère aux réactions à des affirmations proposées par la *World Value Survey*¹¹. Il en ressort que leur effet sur l'emploi des femmes est très négatif.

11. On demandait aux personnes interrogées dans quelle mesure elles étaient d'accord avec les affirmations suivantes : « Être femme au foyer est tout aussi épanouissant que travailler » ; « Quand les emplois sont rares, les hommes devraient avoir la priorité sur les femmes pour obtenir un emploi » ; « Une mère qui travaille peut tout autant qu'une mère qui

Enfin, l'impact des attitudes peut être évalué indirectement à travers la pratique d'une religion. Ainsi, Thornton *et al.* (1983) et Vella (1994) ont constaté que celle-ci contribuait au maintien des rôles traditionnels. Certaines études en évaluent l'effet sur l'activité professionnelle des femmes et concluent à une corrélation négative entre pratique religieuse assidue et emploi (Heineck, 2004).

La France et la Russie n'appartiennent pas au même système d'État-providence, de réglementation du marché du travail et de soutien à la famille, notamment à l'emploi féminin, ce qui laisse augurer que l'attitude des sociétés française et russe à l'égard des rôles masculin et féminin et de l'inégalité des sexes par rapport à l'emploi diffère. Par exemple, selon l'indicateur de développement par sexe, qui mesure les inégalités entre hommes et femmes, la France se classe en 7^e position et la Russie en 58^e. De même, selon l'indicateur d'autonomisation des femmes¹², qui évalue la mesure dans laquelle les hommes et les femmes participent à part égale à la vie économique et politique et à la prise de décision, la France se classe 18^e, la Russie 71^e. Les attitudes envers les rôles sexués et la composition des ménages, y compris le nombre et l'âge des enfants, ont indubitablement des incidences différentes sur l'emploi des hommes et des femmes dans les deux pays.

3. DONNÉES ET STATISTIQUES DESCRIPTIVES

Les données utilisées proviennent de la première vague de l'enquête « Générations et genre » (GGS) réalisée en Russie en 2004 et en France en 2005 auprès de personnes âgées de 18 à 79 ans. Cette enquête pluridisciplinaire qui combine facteurs économiques, sociologiques et psychologiques (Vikat *et al.*, 2007) a pour objectif de mettre en évidence les déterminants des comportements démographiques en privilégiant les relations intergénérationnelles et de genre. Le protocole comprend des dimensions rétrospective et prospective, trois vagues d'enquête étant prévues. Outre l'aspect pluridimensionnel des facteurs explicatifs des comportements, cette démarche a l'avantage de faciliter la comparaison entre pays. Le questionnaire a en effet été conçu par un groupe international de chercheurs et chaque pays est censé l'employer tel quel¹³.

Ce questionnaire est très riche pour notre objet d'étude : il permet de recueillir des informations sur l'emploi du répondant et de son conjoint, sur les valeurs relatives aux rôles sexués, l'affiliation et la pratique religieuses, le nombre et l'âge des enfants, les caractéristiques sociales et économi-

reste à la maison établir une relation chaleureuse et sécurisante avec son enfant ».

12. Les deux indicateurs ont été mis au point par les Nations Unies.

13. Le questionnaire et les instructions destinées aux enquêteurs sont disponibles sur le site Internet de l'UNECE : http://www.unece.org/ead/pau/ggp/ggs_quest.htm

ques des membres de la famille. Il fournit également quelques indications sur la situation professionnelle des parents qui aide à déterminer l'origine sociale des répondants.

Comme nous nous intéressons à l'effet des enfants et des attitudes relatives aux rôles sexués sur l'emploi des femmes, nous avons limité notre échantillon à celles âgées de 20-54 ans¹⁴. Les étudiants, les handicapés et les retraités étaient exclus, leur comportement vis-à-vis de l'emploi ou de la reproduction pouvant différer de manière significative. Faisant l'hypothèse que les valeurs de genre et de la politique familiale peuvent avoir des effets distincts sur les femmes en couple et les célibataires (sans partenaire dans le ménage), nous avons séparé ces deux groupes. Notre échantillon final se composait de 3 308 femmes en France et 3 941 femmes en Russie, dont respectivement 2 168 et 2 579 femmes vivant en couple et 1 140 et 1 360 célibataires.

3.1. L'EMPLOI DES FEMMES EN FRANCE ET EN RUSSIE

Toute femme salariée ou travaillant à son compte ou en congé de maternité est considérée être en emploi. La catégorie des sans emploi comprend les chômeuses et les inactives. La définition du chômage ne suit pas strictement celle du BIT mais s'appuie sur les réponses concernant l'activité principale au moment de l'enquête. La catégorie inactive regroupe les femmes au foyer et celles en congé parental.

Les caractéristiques fondamentales du marché du travail sont très similaires en France et en Russie. La plupart des femmes travaillent (Tableau 2) mais les femmes au chômage et inactives sont un peu plus nombreuses en France. On observe cependant des divergences entre les deux pays en fonction de la situation maritale. Les célibataires ont tendance à être plus souvent en emploi que les femmes en couple, particulièrement en Russie. De même, ces dernières sont plus souvent inactives. Il semble donc, au moins à première vue, qu'une corrélation existe entre la présence d'un conjoint cohabitant et l'inactivité.

Cette corrélation peut toutefois avoir d'autres causes, dont la présence d'enfants. L'effet du nombre d'enfants est assez semblable dans les deux pays. À chaque enfant additionnel, l'emploi des femmes diminue et leur inactivité augmente. En Russie, la différence entre les mères d'un enfant

14. Cette tranche d'âge est retenue pour plusieurs raisons. Premièrement, il fallait qu'elle fût la même pour pouvoir comparer les deux pays. En Russie, l'âge normal du départ à la retraite étant de 55 ans pour les femmes, nous avons exclu celles âgées de plus de 54 ans. Deuxièmement, le taux d'emploi des femmes de moins de 20 ans est très faible. Dans notre échantillon russe, au moment de l'enquête, seules 22 % des femmes de 18-19 ans avaient un emploi, contre 42 % des 20-24 ans. En France, en 2006, le taux d'emploi des femmes était de 7,1 % à 15-19 ans et de 44,9 % à 20-24 ans. L'âge moyen auquel les femmes nées en 1975-1984 ont commencé à travailler est de 20,2 ans en Russie et de 21,0 ans en France. Aussi avons-nous pris l'âge de 20 ans comme limite inférieure de notre échantillon.

et les femmes sans enfant est plus prononcée. De même, comparativement à celles qui n'en ont qu'un, l'emploi des femmes de deux enfants diminue davantage en Russie qu'en France. En revanche, les femmes de trois enfants et plus ont plus fréquemment un emploi en Russie qu'en France. Notons que le nombre de familles nombreuses est très faible en Russie.

TABLEAU 2

Statut d'activité des femmes en France et en Russie, selon la situation maritale, le nombre et l'âge des enfants, en %

	France				Russie			
	Obs.	Employées	Chômeuses	Inactives	Obs.	Employées	Chômeuses	Inactives
Ensemble des femmes	3 308	73,0	10,8	16,3	3 941	76,7	7,8	15,5
Selon la situation maritale :								
Avec un conjoint cohabitant	2 168	72,9	8,3	18,8	2 579	72,7	7,3	20,1
Sans conjoint cohabitant	1 140	73,4	18,5	8,1	1 360	84,4	8,8	6,8
Selon le nombre d'enfants :								
0	1 434	78,0	12,5	9,5	1 395	82,9	9,5	7,7
1	715	75,2	11,0	13,8	1 690	76,5	6,0	17,5
2	781	74,1	8,5	17,5	709	69,3	8,0	22,7
3 et plus	378	50,3	9,2	40,4	147	57,1	10,9	32,0
Selon l'âge de l'enfant le plus jeune :								
< 3 ans	458	57,1	7,5	35,4	354	25,4	4,2	70,3
3 à 5	378	66,7	17,6	15,7	352	69,6	9,4	21,0
6 à 13	714	74,9	8,4	16,7	911	80,2	7,4	12,4
14 à 19	324	79,2	6,7	14,1	783	86,1	6,6	7,3

Sources : Ined-Insee, ÉRFI-GGS1 2005 ; IIPS-IMP, GGS1, 2004¹⁵.

L'âge du plus jeune enfant est le facteur qui différencie les deux pays. Seules un quart des Russes ayant un enfant de moins de trois ans travaillent, contre plus de la moitié des Françaises. Rares sont celles qui le font en Russie lorsque leur dernier-né a moins d'un an et demi mais beaucoup reprennent un emploi lorsqu'il atteint trois ans. Les mères d'enfants âgés de six ans au moins sont ainsi plus souvent actives en Russie qu'en France. Le congé parental, rémunéré jusqu'à un an et demi et non rémunéré jusqu'à trois ans, semble jouer un rôle significatif. La pénurie d'établissements préscolaires, en particulier pour les enfants de moins de trois ans, est un autre déterminant de l'emploi des femmes, du moins en Russie.

15. Dans les tableaux et graphiques qui suivent, les données proviennent des mêmes sources.

TABEAU 3
*Emploi à plein temps et à temps partiel des femmes russes et françaises
selon le nombre d'enfants, en %*

	France			Russie				
	Obs.	Plein temps	Temps partiel	Obs.	Plein temps	Temps partiel	Plein temps	Temps partiel
Ensemble des femmes	2 531	72,6	27,4	3024	94,5	5,5	85,9	14,1
Selon le nombre d'enfants :								
0	1 181	80,9	19,1	1156	94,8	5,2	87,8	12,2
1	556	74,1	26,0	1293	94,7	5,3	85,2	14,8
2	588	63,6	36,5	491	94,1	5,9	83,1	16,9
3 et +	206	47,2	52,8	84	91,7	8,3	85,7	14,3

Note : Pour la France et la Russie (Option 1), la définition de l'emploi à temps partiel repose sur les réponses à la question : « Travaillez-vous à temps plein ou à temps partiel ? ». Dans l'Option 2, en Russie, ceux qui travaillent 30 heures ou moins par semaine sont classés comme travaillant à temps partiel, même s'ils ont déclaré être à plein temps¹⁶.

Si emploi il y a, combien d'heures les femmes travaillent-elles ? Lorsque les mères regagnent le marché du travail après un congé parental, sont-elles employées à plein temps ou à temps partiel ? De ce point de vue, les pays étudiés sont complètement opposés. La semaine de travail à plein temps est plus longue en Russie qu'en France, les femmes russes travaillant en moyenne 41 heures par semaine contre 35 heures pour les Françaises. Si en France, le temps partiel est assez répandu parmi les femmes (mais non les hommes), en Russie, la plupart des hommes et des femmes déclarent travailler à plein temps. Même en retenant comme critère les heures de travail hebdomadaires, le travail à temps partiel demeure inférieur en Russie (Tableau 3). En outre, alors qu'en France l'emploi à temps partiel dépend étroitement du nombre d'enfants, il varie très peu en Russie. Bien entendu, tous les emplois à temps partiel ne font pas l'objet d'un choix délibéré et une part significative des personnes qui travaillent à temps partiel préféreraient un plein temps en France (Ulrich & Zilberman, 2007). Néanmoins, l'emploi à temps partiel et de courtes heures de travail permettent de mieux agencer maternité et emploi.

16. Selon le Code du travail, la semaine de travail à plein temps est de 40 heures en Russie mais des dérogations sont prévues pour certaines professions ; le travail à plein temps est alors réduit à 36, 30 ou même 24 heures par semaine. Le temps de travail officiel à mi-temps est de 16 heures par semaine. L'Office de la statistique russe utilise les tranches d'heures de travail suivantes : moins de 9 heures par semaine, 9-15 heures, 16-20 heures, 21-30 heures, 31-40 heures, 41-50 heures, 51 heures et plus. Selon les données officielles, 81,4 % des femmes russes ont travaillé de 31 à 40 heures par semaine en 2004. Par conséquent, nous avons décidé d'utiliser 30 heures et moins comme indicateur de l'emploi à temps partiel.

Concilier vie familiale et professionnelle exige une certaine flexibilité de l'emploi, la demande d'horaires aménagés variant avec l'âge des enfants. Tant l'emploi à temps partiel que la possibilité d'aménager le temps de travail pour des raisons personnelles sont plus répandus en France qu'en Russie (Figure 1). En France, les mères d'enfants de trois à cinq ans qui fréquentent l'école maternelle, où le mercredi est libre, ont davantage recours au temps partiel ou aux horaires souples. Au contraire, en Russie, ce sont les mères d'enfants de moins de trois ans qui optent le plus souvent pour un emploi à temps partiel ou des horaires qui leur conviennent. On peut y voir le reflet des mesures prévues par le Code du travail pour les mères de jeunes enfants ou la conséquence du nombre moindre d'établissements préscolaires destinés aux enfants de moins de trois ans.

FIGURE 1
Possibilités d'aménagements horaires pour raison personnelle, salariées seulement, en %

En somme, l'analyse descriptive montre que, bien que la plupart des femmes françaises et russes travaillent, leur statut d'activité varie différemment selon le nombre et l'âge des enfants. La majorité des femmes russes ne travaillent pas jusqu'à ce que leurs enfants aient trois ans mais beaucoup reprennent ensuite un emploi à plein temps associé à de longues heures de travail. En revanche, en France, les femmes sont plus nombreuses à travailler, même quand leurs enfants sont jeunes, mais le travail à temps partiel est plus répandu et augmente avec le nombre d'enfants.

3.2. VALEURS DE GENRE ET PRATIQUE RELIGIEUSE

Afin d'estimer l'effet des enfants sur l'emploi féminin en contrôlant l'hétérogénéité des valeurs, nous avons retenu deux indicateurs dont l'un mesure les attitudes à l'égard du rôle des hommes et des femmes dans la famille et dans la société et l'autre la pratique religieuse. Les mêmes indicateurs ont été utilisés pour les deux pays. Les personnes interrogées devaient exprimer leur accord ou leur désaccord avec certaines déclarations dont les suivantes ont été sélectionnées :

A. Déclarations mesurant le rôle des hommes et des femmes dans les couples : (1) « Dans un couple, c'est mieux quand l'homme est plus âgé que la femme » ; (2) « Si une femme gagne plus que son conjoint, c'est mauvais pour leur relation » ; (3) « Les femmes devraient pouvoir décider comment dépenser l'argent qu'elles ont gagné sans avoir à demander l'accord de leur conjoint ».

B. Déclarations mesurant le rôle des hommes et des femmes dans la famille : (4) « Si les parents ont besoin d'être pris en charge, c'est aux filles plus qu'aux fils que revient la responsabilité de s'en occuper » ; (5) « Un enfant d'âge préscolaire risque de souffrir du fait que sa mère travaille » ; (6) « Les enfants souffrent souvent du fait que leur père est trop préoccupé par son travail » ; (7) « Si les parents divorcent, il est mieux pour l'enfant de rester avec sa mère plutôt qu'avec son père ».

C. Déclarations mesurant le rôle des hommes et des femmes dans la société : (8) « Dans l'ensemble, les hommes sont de meilleurs dirigeants politiques que les femmes » ; (9) « Lorsque l'emploi est en crise, les hommes devraient être prioritaires sur les femmes pour obtenir un emploi ».

Les réponses à ces affirmations ont été recodées de façon à ce que les valeurs minimales (0) correspondent aux opinions les plus traditionnelles sur les rôles masculin et féminin et les valeurs maximales (4) aux opinions les plus égalitaires. Les réponses aux déclarations (5) et (6) étant fortement corrélées, elles ont été regroupées et recodées de façon à ce que la valeur minimale (0) corresponde à l'opinion selon laquelle un enfant ne souffre que si sa mère (et non son père) travaille. Nous avons ensuite additionné ces valeurs. L'indicateur de valeurs de genre est ainsi construit à partir de huit variables ; sa valeur minimale est 0, sa valeur maximale 32.

En France, l'indicateur varie de 2 à 32 pour les femmes et de 3 à 32 pour les hommes, en Russie de 3 à 28 pour les femmes et de 2 à 27 pour les hommes (Tableau 4). La valeur moyenne de l'indicateur s'établit à 22,4 pour les femmes et à 22,0 pour les hommes en France alors qu'elle atteint seulement 15,7 pour les femmes et 14,9 pour les hommes en Russie. Les valeurs les plus faibles correspondant à des valeurs conservatrices et les plus élevées aux plus égalitaires, les femmes russes ont en moyenne des attitudes plus traditionnelles que les Françaises.

TABLEAU 4
*Statistiques descriptives de l'indicateur de valeurs de genre, selon
la situation maritale, l'âge et le statut d'activité des femmes*

	France					Russie				
	Obs.	Moyenne	Écart type	Min	Max	Obs.	Moyenne	Écart type	Min	Max
Femmes	3 308	22,4	4,92	2	32	3 941	15,7	3,34	3	28
Selon la situation maritale :										
Mariées	1 550	22,2	5,04	4	32	2 148	15,6	3,33	3	26
Autres	1 758	22,7	4,77	2	32	1 793	15,9	3,33	5	28
Par âge :										
20-29	700	22,6	4,53	3	32	932	15,8	3,40	5	26
30-39	1 098	22,5	4,93	4	32	1 109	16,0	3,39	3	28
40-49	1 022	22,5	4,99	5	32	1 370	15,6	3,34	3	26
50-54	488	21,8	5,20	6	32	530	15,3	3,03	7	24
En emploi	2 537	23,0	4,57	5	32	3 024	15,9	3,27	3	28
Hommes	2 477	22,0	5,08	3	32	2 592	14,9	3,58	2	27

En France, plus les femmes sont jeunes plus elles sont égalitaires, l'indicateur atteignant 22,6 pour celles de 20-29 ans contre 21,8 pour celles de 50-54 ans. En Russie, les valeurs les plus élevées s'observent chez les femmes de 30-39 ans (indicateur de 16,0) alors que les jeunes femmes sont légèrement plus conservatrices (15,8) et les femmes âgées davantage encore (15,3). Les femmes en emploi sont plus égalitaires dans les deux pays, les femmes mariées étant, au contraire, plus conservatrices.

TABLEAU 5
*Déciles et quartiles de l'indicateur de valeurs de genre pour les hommes et les
femmes en France et en Russie*

	France		Russie	
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
10 %	15	16	11	11
25 %	19	19	13	13
50 %	22	23	15	16
75 %	26	26	17	18
90 %	28	29	20	20

La différence entre les deux pays est encore plus visible lorsque l'on compare la distribution de l'indicateur par sexe (Tableau 5). Le quartile le plus « conservateur » des Françaises est ainsi plus égalitaire et moins traditionnel que le quartile le plus « égalitaire » et le plus « moderne » des Russes.

TABLEAU 6
*Réponses à certaines questions sur le rôle des hommes et des femmes,
par sexe, en %*

	France		Russie		France		Russie		France		Russie	
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
Lorsque l'emploi est en crise, les hommes devraient être prioritaires sur les femmes pour obtenir un emploi.	10,7	9,6	13,3	7,3	20,0	18,8	16,8	16,2	46,2	39,5	9,3	10,7
D'accord												
Plutôt d'accord	8,2	9,1	32,3	23,0	27,3	24,1	51,1	51,6	24,5	21,6	57,8	56,0
Ni d'accord ni pas d'accord	16,2	10,1	21,0	13,3	16,1	15,2	16,7	16,7	13,2	15,6	20,8	18,2
Plutôt pas d'accord	12,1	12,1	29,4	46,9	16,1	17,3	15,1	14,9	7,5	13,6	11,4	13,8
Pas d'accord	52,8	59,2	3,9	9,6	20,5	24,6	0,5	0,6	8,6	9,8	0,8	1,4

La comparaison des réponses à certaines questions sur les valeurs est éclairante. À l'instar de N. Fortin (2005), nous analysons trois dimensions décrivant respectivement les attitudes anti-égalitaires, les conflits intérieurs et les attitudes familiales traditionnelles (Tableau 6). Il apparaît que les Français, hommes et femmes, sont presque aussi traditionnels que les Russes au sujet des activités domestiques. En revanche, chez les femmes russes, le conflit intérieur est plus manifeste, plus de deux tiers d'entre elles considérant que les enfants d'âge préscolaire souffrent lorsque leur mère travaille¹⁷. La question qui divise le plus, tant les sexes que les pays, est celle du droit des hommes et des femmes d'obtenir un emploi quand le marché du travail est en crise. Les femmes ont tendance à être plus égalitaires dans les deux pays mais, en Russie, les opinions des hommes et des femmes sont pratiquement opposées sur ce point. Moins d'un tiers des femmes est d'accord avec l'affirmation que les hommes devraient avoir plus de droits alors qu'un tiers seulement des hommes n'est pas de cet avis. Les femmes russes sont néanmoins beaucoup moins égalitaires que les hommes en France.

FIGURE 2

Femmes ayant assisté à un service religieux au moins douze fois par an, selon le statut d'activité, en %

17. Le conflit intérieur – rester au foyer ou travailler – avait déjà été étudié par les chercheurs soviétiques. En URSS, dans les années 1970, la famille était une source majeure de satisfaction et les femmes mariées adhéraient aux valeurs familiales (GOLOFAST, 2006). Une enquête menée en 1960 sur l'emploi du temps souhaité des jeunes travailleurs avait également montré que près de 42 % d'entre eux désiraient consacrer du temps à leur famille, 23 % à des études et seulement 8 % à l'emploi principal et 6 % à un emploi supplémentaire (ZDRAVOMYSLOV & JADOV, 2003). Enfin, selon une enquête menée auprès de familles d'une grande ville russe en 1979, la plupart des parents pensaient que « cela vaut mieux pour les enfants de moins de trois ans d'être élevés à la maison » (SACKS, 1988, p. 87).

Afin de comparer l'impact de la religion dans les deux pays, nous avons mesuré l'assiduité à l'église. Nous avons considéré comme religieuse toute personne qui assiste au moins douze fois par an à un office religieux. Les deux pays sont assez similaires à cet égard bien que la pratique religieuse soit plus fortement corrélée avec le statut d'activité en France qu'en Russie (Figure 2). Soulignons cependant que l'indicateur retenu sous-estime la pratique, notamment en Russie, dans la mesure où les musulmanes ne fréquentent pas la mosquée ou très rarement.

4. MÉTHODE ET RÉSULTATS

4.1. MÉTHODE

Nous avons utilisé un modèle logit multinomial pour estimer la probabilité d'être en emploi ou au chômage par rapport à celle d'être inactif, indépendamment des effets des caractéristiques individuelles observées. Les variables sociodémographiques introduites sont l'âge, l'âge au carré¹⁸, la situation maritale (en couple ou non) ; le niveau d'éducation¹⁹ ; l'origine immigrée²⁰ ; le nombre d'enfant par tranche d'âge (moins de trois ans, 3 à 5 ans, 6 à 13 ans, 14 ans et plus) ; le lieu de résidence (capitale, grande ville, petite ville, zone rurale) et le taux de chômage dans la région environnante. Nous avons complété par une variable indiquant si la mère de l'enquêtée travaillait ou non quand sa fille-ci était âgée de 15 ans en supposant que cette information capte partiellement le capital social de la famille. Nous avons également ajouté une variable – le nombre d'autres adultes dans le ménage en Russie – pour mesurer l'aide éventuellement apportée à la mère pour les soins aux enfants et une valeur indicatrice d'une durée du trajet jusqu'au domicile de la mère d'Ego²¹ inférieure à 60 minutes.

Dans le modèle 2, nous testons l'effet des valeurs de genre en introduisant notre indicateur tel que défini ci-dessus. Nous distinguons ces valeurs selon

18. Une variable quadratique a été introduite pour vérifier si le risque de chômage diminue plus vite avec l'âge.

19. En raison de l'organisation différente de la scolarité et des écarts dans la distribution des niveaux atteints en France et en Russie, nous avons distingué différents niveaux dans les deux pays. En France : le primaire, le BEPC et le niveau professionnel de base (CAP, BEP) ; le niveau secondaire (baccalauréat) ; l'enseignement supérieur de moins de 2 ans et de plus de 2 ans. En Russie : le niveau inférieur au secondaire ; le niveau secondaire ; l'enseignement professionnel primaire ; l'enseignement professionnel secondaire ; l'enseignement supérieur.

20. L'origine immigrée est définie différemment en France et en Russie. En France, toutes les personnes nées à l'étranger et de nationalité étrangère sont considérées comme migrantes. Cette définition n'est pas pertinente en Russie dans la mesure où de nombreuses personnes originaires d'anciennes républiques soviétiques ont pu migrer en Russie avant la dissolution de l'URSS. Les migrants sont donc définis comme ceux qui ont migré en Russie à partir de 1992.

21. C'est-à-dire la mère de la répondante.

leur distribution. Les femmes appartenant au premier quartile de la distribution de l'indicateur sont les plus conservatrices, celles du dernier quartile les plus progressistes. Nous ajoutons aussi la variable relative à la religion.

Il nous faut poser ici la question de la causalité. Il est en effet possible d'avancer que les valeurs de genre dépendent du statut d'activité. Autrement dit, les femmes peuvent émettre des opinions plus traditionnelles parce qu'elles ont fait le choix de ne pas travailler. Pour contourner ce problème de rationalisation *ex post*, il conviendrait d'utiliser les valeurs déclarées lors d'une vague d'enquête précédente s'adressant à de mêmes individus (et donc attendre la deuxième vague de l'enquête GGS). Dans l'intervalle, comme N. M. Fortin (2005), nous ne pouvons nous appuyer que sur les études ayant montré que les attitudes de genre traditionnelles se forgeaient essentiellement pendant l'enfance (Thornton *et al.*, 1983 ; Vella, 1994) et n'étaient donc pas liées à la participation au marché du travail. La prudence étant de mise, nous interpréterons le signe du coefficient de la variable relative aux valeurs comme une corrélation plutôt qu'une causalité.

Dans le modèle 3, comme mesure indirecte du contrôle des ressources, nous introduisons pour les femmes vivant en couple deux variables de comparaison avec le conjoint – l'écart d'âge entre l'homme et la femme et le niveau d'éducation relatif (femme plus instruite²²/même niveau d'éducation/homme plus instruit) – puis des variables concernant le statut du conjoint sur le marché du travail (salarié, chômeur, inactif).

Afin de tester l'impact de la présence d'enfants sur l'activité féminine, nous utilisons quatre spécifications. Dans la spécification A, nous introduisons des variables indicatrices du nombre d'enfants (aucun enfant, 1 enfant, 2 enfants, 3 enfants et plus). Ensuite, nous tentons de différencier l'effet du nombre d'enfants et de leur âge : dans la spécification B, nous ajoutons des indicatrices de l'âge du plus jeune enfant (moins de 3 ans, 3 à 5 ans, 6 à 13 ans, 14 ans et plus) tandis que, dans la spécification C, nous ajoutons des indicatrices d'intervalle entre la naissance de l'enfant le plus jeune et celle du précédent (moins de 3 ans, 3 à 4 ans, 5 à 6 ans, plus de 6 ans ou pas d'autre enfant). Nous estimons ces modèles pour l'ensemble des femmes puis, séparément, pour les femmes en couple et les célibataires.

4.2. RÉSULTATS

Les résultats sont présentés dans les tableaux 7 à 12 de l'Annexe. Ceux obtenus pour les variables de contrôle (âge de la femme, éducation, origine immigrée, lieu de résidence et taux de chômage régional) étant conformes aux attentes, ils ne seront pas analysés ici. On peut cependant noter que le niveau de significativité des variables est plus élevé pour les femmes

22. Au moins deux niveaux d'écart.

qui vivent en couple que pour les célibataires (Tableaux 8 et 9), vraisemblablement en raison d'une sous-représentation des femmes célibataires dans certaines catégories. Dans le même temps, la série de facteurs que nous avons utilisée détermine un peu mieux en Russie le statut d'activité des célibataires que des femmes en couple. En d'autres termes, des facteurs non pris en compte influencent davantage le comportement des femmes en couple que celui des célibataires. En outre, les facteurs significatifs expliquent mieux la probabilité d'emploi que de chômage (Tableaux 7 à 9). La plus ou moins grande vulnérabilité au chômage est en effet due à des facteurs liés à la demande de travail qui ne sont pas inclus ici.

Commençons par l'analyse traditionnelle de l'effet des enfants sur l'offre de travail féminin. Trois spécifications de cet effet (A, B, C) sont présentées dans les tableaux 10 à 12. Nos résultats confirment qu'avoir des enfants réduit la probabilité tant de l'emploi que du chômage dans les deux pays, l'effet sur l'emploi étant plus fort que sur le chômage. L'ampleur de l'effet des enfants dépend étroitement de leur âge : avoir des enfants de moins de trois ans a un effet négatif sur l'emploi féminin bien supérieur en Russie qu'en France. L'absence, dans ce pays, de structures de garde et la pression normative exercée sur les jeunes mères pour qu'elles renoncent à travailler peuvent expliquer cet écart. En revanche, l'effet négatif des enfants plus âgés est moins prononcé en Russie qu'en France. La cause en est l'insuffisance des allocations et des prestations familiales qui pousse les mères russes à reprendre un emploi.

Quand on tient compte du nombre d'enfants, il s'avère qu'avoir un seul enfant réduit davantage la probabilité de travailler en Russie qu'en France et c'est particulièrement vrai pour les femmes célibataires. Avoir deux enfants a un effet très semblable dans les deux pays. En revanche, la probabilité qu'une mère d'au moins trois enfants travaille en France est extrêmement faible alors que ses chances sont supérieures en Russie. Les Françaises qui sont dans ce cas recourent en effet beaucoup plus fréquemment au congé parental. Par ailleurs, dans un contexte d'inégale répartition des tâches ménagères et éducatives, les femmes abandonnent souvent leur emploi car élever un tel nombre d'enfants représente une lourde charge (Leturcq & Wierink, 2009). Rappelons néanmoins que les mères de trois enfants sont bien plus rares en Russie.

Les similitudes entre la France et la Russie disparaissent lorsqu'on ajoute au modèle (B) l'âge du plus jeune enfant. Dès lors, en Russie, le nombre d'enfants n'a plus d'influence sur l'offre de travail des femmes. En revanche, l'effet négatif de l'âge du benjamin est encore plus prononcé que dans la première spécification, en particulier lorsqu'il a moins de trois ans (comparer les tableaux 7 et 10). En France, au contraire, l'effet d'âge n'est significatif que pour les enfants de moins de trois ans mais, en même temps, si les femmes

ont deux enfants et plus, les conséquences négatives sur leur emploi subsistent quel que soit l'âge du benjamin. Rappelons que trois ans est l'âge qui correspond à la fin du congé parental et à l'entrée à l'école maternelle. Ce résultat corrobore les travaux qui montrent que l'âge du plus jeune enfant est un déterminant important de l'emploi féminin dans les pays appartenant au modèle canonique de « Monsieur gagne-pain » (voir De Henau *et al.*, 2006).

Enfin, un intervalle de moins de trois ans entre la naissance du benjamin et de l'enfant précédent (C) réduit de manière significative la probabilité de travailler dans les deux pays mais n'a pas d'effet probant sur le chômage. Lorsqu'on tient compte de l'intervalle entre les naissances, l'effet de l'âge du benjamin est encore accru dans les deux pays. La charge parentale est en effet bien plus lourde quand les jeunes enfants sont d'âge rapproché et il devient plus difficile de concilier travail et famille.

L'effet des enfants sur la participation au marché du travail est plus marqué pour les femmes célibataires que pour celles en couple. Il s'observe dans les deux pays mais il est bien supérieur en France (Tableaux 8, 9, 11 et 12). Une des explications possibles a trait à la taille de l'échantillon : il y a moins de mères, surtout avec plusieurs enfants, parmi les célibataires. En Russie, la probabilité de trouver une mère d'un enfant de moins de trois ans, célibataire, au chômage ou en emploi, est proche de zéro (Tableau 11). Toutefois, il peut aussi être plus difficile pour les femmes célibataires de trouver un emploi. En France, le taux de chômage est ainsi plus élevé pour les femmes célibataires que pour celles en couple à niveau d'éducation donné (Chardon *et al.*, 2008). Le fort effet négatif des jeunes enfants sur la probabilité de travailler des mères célibataires peut aussi s'expliquer en France par le versement d'une allocation²³.

L'effet négatif des enfants peut être partiellement compensé par l'aide de proches, en particulier celle des grands-mères (mère ou belle-mère de l'enquêtée). Avoir une grand-mère à proximité a un effet positif et significatif dans les deux pays, notamment pour les femmes en couple. Il est plus fort en Russie, ce qui peut refléter l'absence de structures de garde et la participation traditionnellement active des grands-mères à l'éducation de leurs petits-enfants.

L'effet des valeurs, tant celles relatives aux rapports sociaux de sexe qu'à la pratique religieuse, est un peu plus sensible en France qu'en Russie (Tableaux 7-9). Avoir des attitudes conservatrices à l'égard des rapports entre hommes et femmes réduit la probabilité d'emploi et de chômage, en France plus qu'en Russie. Cependant, en Russie, les femmes dont les valeurs sont les plus égalitaires ont une probabilité d'emploi supérieure aux autres. Les valeurs jouent

23. L'allocation de parent isolé (API) est, entre autres, versée aux mères célibataires. Son montant, qui est de 681,95 euros en 2009, peut être majoré en présence d'un enfant de moins de trois ans.

aussi sur l'emploi des femmes par le biais de l'origine sociale mesurée par l'emploi de la mère de l'enquêtée. Si sa mère ne travaillait pas, la probabilité d'emploi et de chômage diminue et ce, dans les deux pays. Il semble donc que les attitudes envers l'emploi se transmettent d'une génération à l'autre. En Union soviétique où travailler était un devoir, les cas de mères inactives étaient rares. L'effet marqué de cette variable en Russie peut traduire des attitudes traditionnelles à l'égard du rôle des femmes dans la famille. Le mariage peut également être un indicateur de valeurs en France, les personnes qui convolent étant plus traditionnelles. On observe en effet qu'être marié réduit de manière significative la probabilité de travailler.

La participation des femmes est également moins probable quand elles ont un conjoint (Tableau 7), ce qui peut s'interpréter comme un effet revenu : le revenu de l'homme suffit à couvrir les dépenses du ménage. Les ressources relatives des partenaires ont plus d'impact sur le comportement d'emploi en France qu'en Russie (Tableau 9). En France, dans les couples où l'homme est plus âgé ou plus instruit, la probabilité d'emploi des femmes est plus faible. Cela corrobore l'effet négatif des ressources de l'homme sur le travail des femmes. En Russie, l'écart de niveau d'éducation ne joue aucun rôle sur la probabilité d'emploi des femmes. L'écart d'âge a un effet similaire en France : être en couple avec un homme plus âgé réduit la probabilité d'emploi des femmes. Il semble donc qu'en France, le partage des rôles est plus traditionnel – l'homme au travail et la femme à la maison – quand les femmes ont un moindre pouvoir de négociation au sein du couple.

Enfin, l'effet du statut d'activité du conjoint joue davantage en Russie qu'en France. Les femmes dont le partenaire est au chômage ont une probabilité d'emploi et de chômage sensiblement plus grande. Dans le premier cas, elle peut traduire un effet revenu : la participation des femmes devient nécessaire pour compenser la perte de revenu de leur conjoint. Dans le deuxième, elle reflète une concentration des risques dans certains couples qui n'ont pas accès à un emploi rémunéré. Cela peut provenir de problèmes structurels des marchés du travail locaux. Cette concentration des risques de chômage dans le couple est observée aussi bien en France qu'en Russie.

CONCLUSION

Cet article compare l'influence des enfants et des attitudes à l'égard des rôles masculin et féminin sur la participation des femmes au marché du travail en France et en Russie, pays que distinguent leur État-providence et leurs normes de genre.

En Russie, l'on constate que l'âge du plus jeune enfant est le principal facteur de diminution de l'emploi des femmes. Les rôles de genre ont un impact plus faible, probablement en raison de la moindre hétérogénéité

des femmes du point de vue des valeurs de genre. La pratique religieuse, telle qu'elle est mesurée, n'est nullement significative. En revanche, l'on note une transmission de l'attitude envers le travail d'une génération de femmes à l'autre : les femmes dont les mères ne travaillaient pas sont moins susceptibles d'être employées. Les femmes en couple travaillent moins mais les ressources relatives des conjoints ne sont pas significatives.

En France, l'effet des enfants est plus multidimensionnel. Les femmes travaillent moins lorsqu'elles ont trois enfants ou plus, lorsque le benjamin a moins de trois ans et lorsque l'intervalle entre les naissances est court. Comme en Russie, la transmission des attitudes à l'égard de l'emploi féminin joue un rôle notable. Mais contrairement à la Russie, les attitudes relatives au rôle des hommes et des femmes, le mariage et la pratique religieuse ont une influence sensible sur les comportements d'activité des femmes. Lorsque les valeurs sont plus traditionnelles, les femmes participent moins au marché du travail. Les ressources relatives des partenaires sont également importantes : les femmes plus instruites ou plus âgées que leur partenaire travaillent plus fréquemment que les autres.

Plusieurs facteurs peuvent expliquer ces phénomènes. En Russie, l'opinion selon laquelle il revient aux femmes de s'occuper des enfants (au moins jusqu'à trois ans) est très répandue dans les toutes catégories sociales, même les plus instruites. Dans ce contexte, comme les services de garde pour la petite enfance sont rares et les congés parentaux longs, peu de mères d'enfant de moins de trois ans sont actives. Toutefois, la pauvreté les oblige à reprendre ensuite un emploi et à plein temps en raison de la quasi-inexistence du temps partiel. En outre, elles assument la totalité de la vie quotidienne du foyer, le partage des rôles étant très inégalitaire. La charge de travail (rémunéré et domestique) et le fait que leur identité est davantage attachée à la famille qu'au travail rendent plus conflictuel le choix entre vie familiale et professionnelle.

En France, les mères qui travaillent n'encourent pas la réprobation de la société. La norme sociale va plutôt dans le sens contraire car le travail est un élément clé de la construction de l'identité individuelle. Les comportements d'activité des mères sont plus hétérogènes : certaines prennent un congé parental alors que d'autres font appel aux services de garde qui sont plus accessibles qu'en Russie. L'existence de structures d'accueil et de prestations pour les enfants âgés de plus de trois ans est un autre instrument de la politique familiale qui permet aux femmes de faire le choix de travailler ou non. Ce choix dépend d'ailleurs en partie des attitudes à l'égard des rôles masculin et féminin.

Enfin, les valeurs de genre ne jouent pas en Russie car les femmes n'ont pas vraiment le choix de travailler ou non. Lorsque les enfants ont moins de trois ans, elles ne peuvent pas exercer une activité en raison de l'absen-

ce de structures d'accueil abordables et, après, elles doivent travailler pour des raisons financières. En France, les femmes sont plus libres de choisir du fait de la diversité des services de garde ou des prestations, de la flexibilité supérieure des horaires de travail et de l'implication plus fréquente des pères (même si l'inégalité perdure dans le partage des tâches). C'est pourquoi l'on observe dans ce pays une plus grande hétérogénéité du comportement des femmes selon les attitudes à l'égard des rôles masculin et féminin. Les femmes ont, en France plus qu'en Russie, la possibilité de combiner travail et vie de famille, elles sont moins contraintes par l'offre de garde et par le niveau de vie du ménage. Elles peuvent en conséquence réaliser leurs intentions de fécondité tandis que la faible marge de manœuvre des femmes russes les conduit à retarder leur maternité.

(Traduit de l'anglais par Ariane Pailhé)

ANNEXES

TABEAU 7

*Probabilité d'être employée ou au chômage, femmes de 20 à 54 ans
(catégorie de référence : inactivité), odds-ratio*

	France		Russie	
	Modèle 1	Modèle 2	Modèle 1	Modèle 2
Emploi				
Âge	1,441***	1,404***	1,14**	1,135**
Âge au carré	0,995***	0,995***	0,998*	0,998*
Éducation France (réf. = < niveau secondaire et CAP)				
Secondaire	1,541***	1,401**	-	-
2 ans d'enseignement supérieur	1,816***	1,623**	-	-
> 2 ans d'enseignement supérieur	3,931***	3,519***	-	-
Éducation Russie (réf. = < niveau secondaire)				
Secondaire	-	-	1,131	1,067
Professionnel primaire	-	-	1,679**	1,596**
Professionnel secondaire	-	-	2,895***	2,733***
Supérieur, dont non diplômés du supérieur	-	-	2,672***	2,442***
Nombre d'enfants (réf. : aucun enfant dans le ménage):				
< trois ans	0,151***	0,151***	0,062***	0,061***
3 à 5 ans	0,342***	0,352***	0,722*	0,722*
6 à 13 ans	0,499***	0,513***	0,774**	0,777**
14 à 19 ans	0,691***	0,705***	0,994	1,003
Situation maritale (réf. : pas de conjoint dans le ménage)				
Marié	0,499***	0,500***	0,330***	0,330***
En couple cohabitant, non marié	0,798	0,742	0,423***	0,410***
Nombre d'adultes dans le ménage (hors conjoint)	-	-	0,871*	0,873*
Présence d'une grand-mère à proximité	1,269*	1,278*	1,314**	1,295**
Immigrée	0,417***	0,492***	1,094	1,103
Inactivité de la mère d'Ego	0,680***	0,718***	0,547***	0,554***

Lieu de résidence (réf. : capitale)				
Grande ville	1,021	0,995	2,031***	1,933***
Ville	0,864	0,866	2,565***	2,488***
Zone rurale	1,054	1,039	1,946***	1,870***
Taux de chômage régional	0,838***	0,844***	0,961**	0,969**
Indicateur de valeurs de genre (réf. : 2 ^e et 3 ^e quartile)				
Quartile inférieur (traditionnel)	-	0,568***	-	0,716**
Quartile supérieur (égalitaire)	-	1,179	-	1,275*
Pratique religieuse	-	0,649*	-	0,707
Chômage				
Âge	1,244***	1,222**	0,906	0,904
Âge au carré	0,996***	0,997***	1,001	1,001
Éducation France (réf. = < niveau secondaire et CAP)				
Secondaire	1,276	1,213	-	-
2 ans d'enseignement supérieur	0,646	0,607*	-	-
> 2 ans d'enseignement supérieur	1,213	1,136	-	-
Éducation Russie (réf. = < niveau secondaire)				
Secondaire	-	-	0,714	0,694
Professionnel primaire	-	-	0,975	0,951
Professionnel secondaire	-	-	1,051	1,016
Supérieur, dont non diplômés du supérieur	-	-	0,725	0,696
Nombre d'enfants (réf. : aucun enfant dans le ménage):				
< trois ans	0,163***	0,160***	0,082***	0,081***
3 à 5 ans	0,601***	0,613***	0,819	0,816
6 à 13 ans	0,537***	0,550***	0,883	0,887
14 à 19 ans	0,787*	0,788*	0,981	0,984
Situation maritale (réf. : pas de conjoint dans le ménage)				
Marié	0,246***	0,246***	0,268***	0,270***
En couple cohabitant, non marié	0,451***	0,434***	0,534**	0,534**
Nombre d'adultes dans le ménage (hors conjoint)	-	-	1,007	1,014
Présence d'une grand-mère à proximité	0,910	0,915	1,144	1,130
Immigrée	0,881	0,911	1,617	1,638
Inactivité de la mère d'Ego	0,706**	0,729*	0,535**	0,529**
Lieu de résidence (réf. : capitale)				
Grande ville	1,122	1,105	2,288**	2,297**
Ville	0,981	0,992	5,124***	5,246***
Zone rurale	0,948	0,945	5,256***	5,392***
Taux de chômage régional	0,916*	0,924*	1,038**	1,041**
Indicateur de valeurs de genre (réf. : 2 ^e et 3 ^e quartile)				
Quartile inférieur (traditionnel)	-	0,632**	-	0,916
Quartile supérieur (égalitaire)	-	0,910	-	1,165
Pratique religieuse	-	1,232	-	1,258
Log du pseudo-maximum de vraisemblance	-1971,06	-1952,18	-2290,86	-2277,79
Pseudo R2	0,15	0,16	0,18	0,19
Nombre d'observations	3 307		3 941	

Note : *** significatif au seuil de 1 %, ** significatif au seuil de 5 %, * significatif au seuil de 10 %.

TABEAU 8
*Probabilité d'être en emploi ou au chômage, femmes de 20 à 54 ans
sans conjoint dans le ménage (catégorie de référence : inactivité), odds-ratio*

	France		Russie	
	Modèle 1	Modèle 2	Modèle 1	Modèle 2
Emploi				
Âge	1,613***	1,585***	1,171	1,157
Âge au carré	0,993***	0,994***	0,998	0,998
Éducation France (réf. = < niveau secondaire, dont CAP BEP)				
Secondaire	1,474	1,350	-	-
2 ans d'enseignement supérieur	4,464**	3,957*	-	-
> 2 ans d'enseignement supérieur	6,959***	5,872***	-	-
Éducation Russie (réf. = < niveau secondaire)				
Secondaire	-	-	2,150	1,873
Professionnel primaire	-	-	1,769	1,551
Professionnel secondaire	-	-	3,434***	3,142**
Supérieur, dont non diplômés du supérieur	-	-	5,450***	4,798***
Nombre d'enfants (réf. : aucun enfant dans le ménage):				
< trois ans	0,089***	0,088***	0,016***	0,016***
3 à 5 ans	0,231***	0,241***	0,255***	0,247***
6 à 13 ans	0,348***	0,358***	0,532***	0,530***
14 à 19 ans	0,761	0,763	0,820	0,847
Nombre d'adultes dans le ménage (hors conjoint)	-	-	0,935	0,932
Présence d'une grand-mère à proximité	1,616	1,680*	1,522	1,568
Immigrée	0,346**	0,448*	2,802	2,809
Inactivité de la mère d'Ego	0,808	0,826	0,573	0,582
Lieu de résidence (réf. : capitale)				
Grande ville	1,064	1,039	2,222	2,043
Ville	0,807	0,821	1,105	1,033
Zone rurale	0,715	0,695	0,747	0,693
Taux de chômage régional	0,817**	0,815**	0,943	0,951
Indicateur de valeurs de genre (réf. : 2° et 3° quartile)				
Quartile inférieur (traditionnel)	-	0,694	-	0,733
Quartile supérieur (égalitaire)	-	1,729	-	1,431
Pratique religieuse	-	0,584	-	0,835
Chômage				
Âge	1,451***	1,428**	0,894	0,888
Âge au carré	0,994***	0,995***	1,001	1,001
Éducation France (réf. = < niveau secondaire et CAP)				
Secondaire	1,238	1,181	-	-
2 ans d'enseignement supérieur	1,266	1,179	-	-
> 2 ans d'enseignement supérieur	2,557	2,290	-	-
Éducation Russie (réf. = < niveau secondaire)				
Secondaire	-	-	0,853	0,753
Professionnel primaire	-	-	0,866	0,769

Professionnel secondaire	-	-	0,762	0,696
Supérieur, dont non diplômés du supérieur	-	-	0,855	0,775
Nombre d'enfants (réf. : aucun enfant dans le ménage):				
< trois ans	0,140***	0,136***	0,031***	0,031***
3 à 5 ans	0,451**	0,467*	0,453*	0,445*
6 à 13 ans	0,412***	0,427***	0,561*	0,552*
14 à 19 ans	0,872	0,866	0,858	0,866
Nombre d'adultes dans le ménage (hors conjoint)	-	-	1,246	1,246
Présence d'une grand-mère à proximité	1,353	1,397	1,332	1,380
Immigrée	0,659	0,755	5,307**	5,280**
Inactivité de la mère d'Ego	1,076	1,103	0,071***	0,071***
Lieu de résidence (réf. : capitale)				
Grande ville	1,319	1,273	2,086	1,888
Ville	1,010	1,009	1,894	1,760
Zone rurale	0,740	0,711	2,046	1,892
Taux de chômage régional	0,911	0,909	1,048	1,060
Indicateur de valeurs de genre (réf. : 2 ^e et 3 ^e quartile)				
Quartile inférieur (traditionnel)	-	0,713	-	0,622
Quartile supérieur (égalitaire)	-	1,225	-	1,097
Pratique religieuse	-	0,904	-	1,086
Log du pseudo-maximum de vraisemblance	-636,30	-631,29	-610,58	-607,98
Pseudo R2	0,15	0,16	0,23	0,24
Nombre d'observations	1 140		1 360	

Note : *** significatif au seuil de 1 %, ** significatif au seuil de 5 %, * significatif au seuil de 10 %.

TABLEAU 9

Probabilité d'être en emploi ou au chômage, femmes de 20 à 54 ans, avec conjoint dans le ménage (catégorie de référence : inactivité), odds-ratio

	France			Russie		
	Modèle 1	Modèle 2	Modèle 3	Modèle 1	Modèle 2	Modèle 3
Emploi						
Âge	1,369***	1,329***	1,342***	1,142*	1,137*	1,138*
Âge au carré	0,995***	0,996***	0,996***	0,999	0,999	0,999
Éducation France (réf. = < niveau secondaire et CAP)						
Secondaire	1,507**	1,364*	1,193	-	-	-
2 ans d'enseignement supérieur	1,559**	1,388	0,998	-	-	-
> 2 ans d'enseignement supérieur	3,435***	3,072***	2,395***	-	-	-
Éducation Russie (réf. = < niveau secondaire)						
Secondaire	-	-	-	0,945	0,902	0,899
Professionnel primaire	-	-	-	1,581*	1,522*	1,529
Professionnel secondaire	-	-	-	2,599***	2,456***	2,507***
Supérieur, dont non diplômés du supérieur	-	-	-	2,278***	2,093***	2,282***

Nombre d'enfants (réf. : aucun enfant dans le ménage):						
< trois ans	0,170***	0,171***	0,164***	0,080***	0,079***	0,076***
3 à 5 ans	0,360***	0,371***	0,359***	0,872	0,880	0,867
6 à 13 ans	0,551***	0,566***	0,551***	0,833	0,835	0,819*
14 à 19 ans	0,712***	0,729***	0,725***	1,038	1,046	1,043
Situation maritale (réf. : pas de conjoint dans le ménage)						
Marié	0,651**	0,705**	0,744*	0,747*	0,771	0,812
En couple cohabitant, non marié	-	-	-	0,880	0,884	0,869
Nombre d'adultes dans le ménage (hors conjoint)	1,211	1,220	1,152	1,299*	1,271*	1,253*
Présence d'une grand-mère à proximité	0,438***	0,508***	-	0,995	1,003	-
Statut migratoire des conjoints (réf. : deux conjoints non migrants)						
Femme immigrée	-	-	1,092	-	-	1,414
Homme immigré	-	-	0,427**	-	-	0,699
2 conjoints immigrés	-	-	0,622	-	-	0,403*
Inactivité de la mère d'Ego	0,659***	0,697***	0,670***	0,522***	0,522***	0,532** *
Lieu de résidence (réf. : capitale)						
Grande ville	1,011	0,992	0,989	2,078***	1,980** *	2,069***
Ville	0,883	0,889	0,837	2,992***	2,926** *	3,129***
Zone rurale	1,138	1,132	1,059	2,345***	2,267** *	2,326***
Taux de chômage régional	0,839***	0,847***	0,847***	0,960**	0,968*	0,962**
Indicateur de valeurs de genre (réf. : 2 ^e et 3 ^e quartile)						
Quartile inférieur (traditionnel)	-	0,535***	0,516***	-	0,685**	0,715**
Quartile supérieur (égalitaire)	-	1,090	1,091	-	1,220	1,224
Pratique religieuse	-	0,674	0,710	-	0,628	0,594*
Écart d'âge (homme-femme)	-	-	0,972*	-	-	0,975*
Écart de niveau d'éducation entre conjoints (réf. : niveau équivalent)						
Femme plus éduquée	-	-	1,842**	-	-	0,938
Homme plus éduqué	-	-	0,604**	-	-	1,087
Statut d'activité du conjoint (réf. : en emploi)						
chômeur	-	-	0,782	-	-	2,819***
inactif	-	-	0,855	-	-	0,760
Chômage						
Âge	1,110	1,103	1,161	0,901	0,897	0,901
Âge au carré	0,998	0,998	0,997**	1,001	1,001	1,001
Éducation France (réf. = < niveau secondaire et CAP)						
Secondaire	1,294	1,209	1,175	-	-	-
2 ans d'enseignement supérieur	0,660	0,612	0,573	-	-	-
> 2 ans d'enseignement supérieur	0,891	0,804	0,788	-	-	-

Éducation Russie (réf. = < niveau secondaire)						
Secondaire	-	-	-	0,707	0,691	0,619
Professionnel primaire	-	-	-	0,985	0,973	0,775
Professionnel secondaire	-	-	-	1,200	1,190	1,039
Supérieur, dont non diplômés du supérieur	-	-	-	0,810	0,799	0,664
Nombre d'enfants (réf. : aucun enfant dans le ménage):						
< trois ans	0,158***	0,156***	0,148***	0,099***	0,098***	0,090***
3 à 5 ans	0,627**	0,641**	0,612**	0,836	0,835	0,832
6 à 13 ans	0,575***	0,576***	0,560***	0,961	0,970	0,930
14 à 19 ans	0,805	0,795	0,798	1,020	1,025	1,023
Situation maritale (réf. : pas de conjoint dans le ménage)						
Marié	0,593**	0,609**	0,635*	0,482***	0,477***	0,545**
En couple cohabitant, non marié	-	-	-	0,923	0,936	0,909
Nombre d'adultes dans le ménage (hors conjoint)	0,716	0,721	0,728	1,130	1,122	1,091
Présence d'une grand-mère à proximité	0,972	0,988	-	1,284	1,300	-
Statut migratoire des conjoints (réf. : deux conjoints non migrants)						
Femme immigrée	-	-	2,080*	-	-	2,042
Homme immigré	-	-	0,917	-	-	0,810
2 conjoints immigrés	-	-	1,086	-	-	0,399
Inactivité de la mère d'Ego	0,543***	0,548***	0,523***	0,823	0,826	0,865
Lieu de résidence (réf. : capitale)						
Grande ville	0,904	0,916	0,921	2,502*	2,569*	2,786**
Ville	0,880	0,907	0,887	6,206***	6,385***	7,099***
Zone rurale	0,896	0,915	0,981	6,174***	6,439***	6,235***
Taux de chômage régional	0,903*	0,915	0,911	1,033	1,034	1,021
Indicateur de valeurs de genre (réf. : 2e et 3e quartile)						
Quartile inférieur (traditionnel)	-	0,637*	0,596**	-	1,070	1,164
Quartile supérieur (égalitaire)	-	0,889	0,862	-	1,198	1,316
Pratique religieuse	-	1,638	1,686	-	1,514	1,328
Écart d'âge (homme-femme)	-	-	0,978	-	-	1,004
Écart de niveau d'éducation entre conjoints (réf. : niveau équivalent)						
Femme plus éduquée	-	-	1,468	-	-	1,016
Homme plus éduqué	-	-	1,069	-	-	0,521**
Statut d'activité du conjoint (réf. : en emploi)						
chômeur	-	-	2,122*	-	-	4,859***
inactif	-	-	1,913*	-	-	0,700
Log du pseudo-maximum de vraisemblance	-1319,15	-1303,74	-1279,75	-1598,55	-1585,30	-1560,68
Pseudo R2	0,13	0,14	0,16	0,17	0,17	0,19
Nombre d'observations	2 167		2 152		2 579	

Note : *** significatif au seuil de 1 %, ** significatif au seuil de 5 %, * significatif au seuil de 10 %.

TABEAU 10
*Effets des enfants sur l'emploi et le chômage des femmes selon différentes
spécifications, ensemble des femmes de 20 à 54 ans
(catégorie de référence – inactivité), modèle 1, odds-ratio*

	France			Russie		
	A	B	C	A	B	C
Emploi						
Nombre d'enfants (réf. : aucun enfant dans le ménage)						
1 enfant	0,483***	0,831	0,813	0,415***	1,000	1,062
2 enfants	0,266***	0,492***	0,711	0,270***	1,046	1,591
3 enfants et +	0,084***	0,159***	0,234***	0,187***	0,984	1,544
Âge du plus jeune (réf. : aucun enfant dans le ménage ou enfant âgé de 14 à 19 ans)						
< 3	–	0,156***	0,140***	–	0,034***	0,029***
3 à 5 ans	–	0,689	0,592*	–	0,359***	0,318***
6 à 13 ans	–	0,905	0,798	–	0,585***	0,560***
Intervalle entre le benjamin et le précédent (réf. : aucun enfant dans le ménage ou intervalle supérieur à 7 ans)						
< 3	–	–	0,454***	–	–	0,496**
3 à 4 ans	–	–	0,690**	–	–	0,793
5 à 6 ans	–	–	0,643**	–	–	0,593*
Chômage						
Nombre d'enfants (réf. : aucun enfant dans le ménage)						
1 enfant	0,675*	0,859	0,847	0,344***	0,796	0,823
2 enfants	0,387***	0,505*	0,687	0,309***	1,073	1,320
3 enfants et +	0,136***	0,168***	0,237***	0,224***	1,068	1,332
Âge du plus jeune (réf. : aucun enfant dans le ménage ou enfant âgé de 14 à 19 ans)						
< 3	–	0,227***	0,203***	–	0,051***	0,047***
3 à 5 ans	–	1,532	1,321	–	0,447**	0,422**
6 à 13 ans	–	1,147	1,017	–	0,640	0,631
Intervalle entre le benjamin et le précédent (réf. : aucun enfant dans le ménage ou intervalle supérieur à 7 ans)						
< 3	–	–	0,624*	–	–	0,622
3 à 4 ans	–	–	0,637*	–	–	1,122
5 à 6 ans	–	–	0,686	–	–	0,643

Note : *** significatif au seuil de 1 %, ** significatif au seuil de 5 %, * significatif au seuil de 10 %.

Autres variables de contrôle : âge, éducation, situation maritale, caractéristiques du ménage, origine sociale, caractéristiques liées au lieu de résidence.

TABLEAU 11
*Effets des enfants sur l'emploi et le chômage des femmes selon différentes
spécifications, femmes sans conjoint dans le ménage
(catégorie de référence – inactivité), modèle 1, odds-ratio*

	France			Russie		
	A	B	C	A	B	C
Emploi						
Nombre d'enfants (réf. : aucun enfant dans le ménage)						
1 enfant	0,496*	1,640	1,701	0,180***	2,399	2,399
2 enfants	0,217***	0,900	1,351	0,174***	3,127	2,553
3 enfants et +	0,046***	0,179**	0,272	0,033***	0,917	0,687
Âge du plus jeune (réf. : aucun enfant dans le ménage ou enfant âgé de 14 à 19 ans)						
< 3	-	0,055***	0,050***	-	0,003***	0,003***
3 à 5 ans	-	0,173**	0,152**	-	0,066***	0,068***
6 à 13 ans	-	0,590	0,539	-	0,138***	0,138***
Intervalle entre le benjamin et le précédent (réf. : aucun enfant dans le ménage ou intervalle supérieur à 7 ans)						
< 3	-	-	0,460*	-	-	1,567
3 à 4 ans	-	-	0,820	-	-	0,945
5 à 6 ans	-	-	0,654	-	-	2,574
Chômage						
Nombre d'enfants (réf. : aucun enfant dans le ménage)						
1 enfant	0,856	2,289	2,339	0,134***	1,451	1,521
2 enfants	0,507	1,661	1,966	0,257**	3,868	5,666
3 enfants et +	0,052***	0,156**	0,184*	0,087**	1,921	2,723
Âge du plus jeune (réf. : aucun enfant dans le ménage ou enfant âgé de 14 à 19 ans)						
< 3	-	0,084***	0,079***	-	0,009***	0,008***
3 à 5 ans	-	0,286	0,266	-	0,109**	0,095***
6 à 13 ans	-	0,712	0,664	-	0,151**	0,157**
Intervalle entre le benjamin et le précédent (réf. : aucun enfant dans le ménage ou intervalle supérieur à 7 ans)						
< 3	-	-	0,668	-	-	0,882
3 à 4 ans	-	-	0,790	-	-	0,513
5 à 6 ans	-	-	1,415	-	-	0,336

Note : *** significatif au seuil de 1 %, ** significatif au seuil de 5 %, * significatif au seuil de 10 %.

Autres variables de contrôle : âge, éducation, caractéristiques du ménage, origine sociale, caractéristiques liées au lieu de résidence.

TABEAU 12
*Effets des enfants sur l'emploi et le chômage des femmes selon différentes
spécifications, femmes avec conjoint dans le ménage
(catégorie de référence – inactivité), modèle 2, odds-ratio*

	France			Russie		
	A	B	C	A	B	C
Emploi						
Nombre d'enfants (réf. : aucun enfant dans le ménage)						
1 enfant	0,533***	0,820	0,786	0,554***	1,016	1,069
2 enfants	0,313***	0,490**	0,675	0,341***	0,994	1,473
3 enfants et +	0,105***	0,169***	0,237***	0,267***	1,048	1,577
Âge du plus jeune (réf. : aucun enfant dans le ménage ou enfant âgé de 14 à 19 ans)						
< 3	–	0,189***	0,166***	–	0,050***	0,042***
3 à 5 ans	–	0,866	0,742	–	0,478***	0,423***
6 à 13 ans	–	1,002	0,876	–	0,716*	0,689*
Intervalle entre le benjamin et le précédent (réf. : aucun enfant dans le ménage ou intervalle supérieur à 7 ans)						
< 3	–	–	0,465***	–	–	0,521*
3 à 5 ans	–	–	0,709*	–	–	0,865
6 à 13 ans	–	–	0,682*	–	–	0,554*
Chômage						
Nombre d'enfants (réf. : aucun enfant dans le ménage)						
1 enfant	0,565*	0,579	0,577	0,483***	0,883	0,899
2 enfants	0,331***	0,307**	0,461	0,353***	0,969	1,005
3 enfants et +	0,181***	0,150***	0,229***	0,281***	1,043	1,083
Age du plus jeune (réf. : aucun enfant dans le ménage ou enfant âgé de 14 à 19 ans)						
< 3	–	0,320**	0,274***	–	0,069***	0,066***
3 à 5 ans	–	2,596**	2,120	–	0,561	0,550
6 à 13 ans	–	1,420	1,200	–	0,770	0,770
Intervalle entre le benjamin et le précédent (réf. : aucun enfant dans le ménage ou intervalle supérieur à 7 ans)						
< 3	–	–	0,579*	–	–	0,725
3 à 4 ans	–	–	0,623	–	–	1,468
5 à 6 ans	–	–	0,434**	–	–	0,790

Note : *** significatif au seuil de 1 %, ** significatif au seuil de 5 %, * significatif au seuil de 10 %.

Autres variables de contrôle : âge, éducation, statut marital, caractéristiques du ménage, origine sociale, caractéristiques liées au lieu de résidence.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- ALIAGA C. (2005), "Gender gaps in the reconciliation between work and family life", *Statistics in Focus, Population and Social conditions*, Eurostat, 4/2005.
- ANXO D., FLOOD L., MENCARINI L., PAILHÉ A., SOLAZ A. & TANTURRI M.L. (2007), "Time Allocation between Work and Family Over the Life-Cycle: A Comparative Gender Analysis of Italy, France, Sweden and the United States", *IZA Discussion Paper* 3193.
- BECKER G.S. (1965), "A Theory of the Allocation of Time", *Economic Journal*, Vol. 75, n° 229, pp. 493-517.
- BLANPAIN N. (2006), « Scolarisation et modes de garde des enfants âgés de 2 à 6 ans », *Études et résultats*, DREES, n° 497 ; <http://www.sante.gouv.fr/drees/etude-resultat/er497/er497.pdf>
- BLOSSFELD H.-P. & DROBNIČ S. (2001), *Careers of Couples in Contemporary Societies: From male breadwinner to dual-earner families*, Oxford (UK); New York: Oxford University Press.
- BRAINERD E. (2000), "Women in Transition: Changes in Gender Wage Differentials in Eastern Europe and the Former Soviet Union", *Industrial and Labor Relations Review*, Vol. 54, n° 1, pp. 138-162.
- CHARDON O., DAGUET F. & VIVAS É. (2008), « Les familles monoparentales. Des difficultés à travailler et à se loger », *Insee Première*, n° 1195, juin.
- CHIAPPORI P.-A. (1988), "Rational household labour supply", *Econometrica*, Vol. 56, n° 1, pp. 63-90.
- DE HENAU J., MEULDERD D. & O'DORCHAI S. (2006), "The comparative effectiveness of public policies to fight motherhood-induced employment penalties and decreasing fertility in the former EU-15", *Bulletin luxembourgeois des questions sociales*, Department of Applied Economics, Université Libre de Bruxelles, Vol. 20, pp. 36-74.
- DEL BOCA D., PASQUA S. & PRONZATO C. (2005), "Employment and Fertility in Italy, France and the UK", *Labour*, Numéro spécial, Vol. 19, pp. 51-77.
- DROBNIČ S. & FRĄTCZAK E. (2001), "Employment Patterns of Married Women in Poland", in H.-P. Blossfeld & S. Drobnič, eds., *op.cit.*, pp. 281-306.
- ELIZAROV V.V. (2005), « Демографическая ситуация и демографическая политика в Российской Федерации » (Situation et politique démographiques dans la Fédération de Russie), *Materialy seminar "Strategija razvitiya" ot 14 nojabrja 2005 g.* (Matériaux pour le séminaire « Stratégie de développement » du 14 novembre 2005 à Moscou, Moskva: Institut kompleksnykh strategičeskikh issledovanij, pp. 10-43.
- FORTIN N.M. (2005), "Gender Role Attitudes and the Labour-market Outcomes of Women Across OECD Countries", *Oxford Review of Economic Policy*, Vol. 21, n° 3, pp. 416-438.

- FORTIN N.M. (2006), *Greed, Altruism and the Gender Wage Gap*, Working Paper ; <http://www.econ.ubc.ca/nfortin/research.html>
- GOFFMAN E. (1977), "The arrangement between the sexes", *Theory and Society*, Vol. 4, n° 3, pp. 301-331.
- GOLOFAST V.B. (2006), *Sociologija sem'i. Stat'i raznykh let* (Sociologie de la famille. Articles publiés à différentes dates), Sankt Peterburg: Aleteia.
- GONZALES-LOPEZ M.J. (2001), "Spouses' employment careers in Spain", in H-P. Blossfeld & S. Drobnič, eds., *op.cit.*, pp. 146-174.
- GORNICK J.C. (1994), *Women, Employment and Part-time Work: A comparative study of the United States, the United Kingdom, Canada and Australia*, Cambridge, M.A.: Harvard University Press.
- GORNICK J.C., MEYERS M.K. & ROSS K.E. (1998), "Public policies and the employment of mothers: A cross-national study", *Social Science Quarterly*, Vol. 79, n° 1, pp. 35-54.
- Goskomstat (1999), *Social'noe položenie i uroven' žizni naselenija Rossii* (Situation sociale et niveau de vie de la population russe), Statističeskij sbornik, Moskva.
- Goskomstat (2003), *Čislennost' naselenija Rossijskoj Federacii po polu i vozrastu. Na 1 janvarja 2003 goda (bez učeta itogov Vserossijskoj perepisi naselenija 2002 goda)* (Population de la Fédération de Russie par sexe et par âge. Au premier janvier 2003 [sans tenir compte des résultats du recensement de la population russe de 2002]), Statističeskij bjulleten', Moskva.
- Goskomstat (2004), *Social'noe položenie i uroven' žizni naselenija Rossii* (Situation sociale et niveau de vie de la population russe), Statističeskij sbornik, Moskva.
- GRIMM M. & BONNEUIL N. (2001), "Labour Market Participation of French Women over the Life-cycle, 1935-1990", *European Journal of Population*, Vol. 17, n° 3, pp. 235-260.
- HAKIM Catherine (1996), "The Sexual Division of Labour and Women's Heterogeneity", *The British Journal of Sociology*, Vol. 47, n° 1, pp. 178-188.
- HEINECK Guido (2004), "Does religion influence the labour supply of married women in Germany?", *Journal of Socio-Economics*, Vol. 33, n° 3, pp. 307-328.
- HOCHSCHILD A.R. (1989), *The Second Shift: Working parents and the revolution at home*, New York: Viking.
- INSEE (2004), *Enquête Emploi* ; <http://www.insee.fr/>
- INSEE (2005), *Enquête Emploi* ; <http://www.insee.fr/>
- JOSHI H., MACRAN S. & DEX S. (1996), "Employment after childbearing and women's subsequent labour force participation: Evidence from the British 1958 birth cohort", *Journal of Population Economics*, Vol. 9, n° 3, pp. 325-348.

- KAPELJUŠNIKOV R.I. (2001), *Rossijskij rynek truda: adaptacija bez restrukturizacii* (Le marché du travail en Russie : adaptation sans restructuration), Moskva : Izd. Vysšej školy ekonomiki.
- KAPELJUŠNIKOV R.I. & GIMPELSON V. (2004), *Trudovoj kodeks: izmenil li on povedenie predpriyatij ?* (Le code du travail : a-t-il changé le comportement des entreprises ?), Moskva: GU-VŠE, Serija preprintov WP3 « Problemy rynka truda » (WP3/2004/03).
- KILLINGSWORTH M.R. & HECKMAN J.J. (1986), “Female Labour Supply: A Survey”, in O. Ashenfelter & P.R.G. Layard, eds., *Handbook of Labor Economics*, Vol. 1, Amsterdam: North Holland, pp. 103-204.
- KVAŠA A.Ja. (1981), *Demografičeskaja politika v SSSR* (La politique démographique en URSS), Moskva: Finansy i statistika.
- LETH-SØRENSEN S. & ROHWER G. (2001), “Work Careers of Married Women in Denmark”, in H.-P. Blossfeld & S. Drobnič, eds., *op.cit.*, pp. 261-279.
- LETURCO M. & WIERINK M. (2009), « Temps de travail et bien-être des mères de famille nombreuse », in A. Pailhé & A. Solaz, eds., *Entre famille et travail : des arrangements de couple aux pratiques des employeurs*, Paris : La Découverte, pp. 99-120.
- MALEVA T.M. & SINJAVSKAJA O.V., eds. (2007), *Roditeli i deti, mužčiny i ženščiny v sem'e i obščestve* (Les parents et les enfants, les hommes et les femmes au sein de la famille et de la société), t. 1, Moskva: Nezavisimyj Institut Social'noj Politiki.
- MATYSIAK A. & VIGNOLI D. (2008), “Fertility and women's employment: A meta-analysis”, *European Journal of Population*, Vol. 4, n° 4, pp. 363-384.
- MCCULLOCH A. & DEX S. (2001), “Married women's employment patterns in Britain”, in H.-P. Blossfeld & S. Drobnič, eds., *Careers of Couples in Contemporary Society: From male breadwinner to dual-earner families*, Oxford: Oxford University Press, pp.175-200.
- NIVOROŽKINA L., ARŽENOVSKIJ S. & NIVOROŽKIN A. (2007), « Materinstvo i zarabotnaja plata: počemu ženščiny s det'mi zarabatyvajut men'she ? » (Maternité et salaire : pourquoi les mères sont-elles moins bien payées ?), *Social'naja politika: reali XXI veka*, vypusk 3 (GP3/2007), Moskva: Nezavisimyj Institut Social'noj Politiki, pp. 72-126.
- OFER G. & VINOKUR A. (1985), “Work and Family Roles of Soviet Women: Historical Trends and Cross-Section Analysis”, *Journal of Labor Economics*, Vol. 3, n° 1, Part 2: Trends in Women's Work, Education and Family Building, pp. 328-354.
- OGLOBLIN C. (1999), “The gender earnings differential in the Russian transition economy”, *Industrial & Labour Relations Review*, July, Vol. 52. n° 4, pp. 602-627.
- OŠČEPKOV A.Ju. (2006), « Gendernye različija v oplate truda v Rossii » (Le genre et les différences de salaires en Russie), *Ekonomičeskij žurnal VŠE*, Vol. 10, n° 4, pp. 590-619.

- OVČAROVA L. & POPOVA D. (2005), *Detskaja bednost' v Rossii. Trevožnye tendencii i vybor strategičeskikh dejstvij* (La pauvreté infantile en Russie. Tendances alarmantes et décisions stratégiques à prendre), Moskva: Nezavisimyj Institut Social'noj politiki – UNICEF.
- POTUCHEK J.B. (1997), *Who Supports the Family? Gender and Breadwinning in Dual-earner Marriages*, Standford: Standford University Press.
- ROBERT P., BUKODI E. & LUIJKX R. (2001), "Employment patterns in Hungarian couples", in H.-P. Blossfeld & S. Drobnič, eds., *op.cit.*, pp. 307-331.
- ROŠČIN S. & GORELKINA O. (2004), « Gendernye različija v zarabotnoj plate: Mikroekonomičeskij analiz faktorov i tendencij » (Le genre et les différences salariales : une analyse microéconomique des facteurs et des tendances), *Gendernoe neravenstvo v sovremennoj Rossii skvoz' prizmu statistiki* (Inégalité de genre dans la Russie actuelle à travers le prisme de la statistique), Moskva: Editorial URSS.
- ROŠČIN S.J. & SOLNCEV S.A. (2006), *Kto preodolevaet "Stekljannyj potolok": vertikal'naja gendernaja segregacija v rossijskoj ekonomike* (Qui traverse le « plafond de verre » ? La ségrégation verticale des genres dans l'économie russe), Moskva: GU-VŠE, Serija Preprintov WP4 « Sociologija rynkov » (WP4/2006/03).
- ROSSTAT (2005), *Trud i zanjatost' v Rossii* (Le travail et l'emploi en Russie), Statističeskij sbornik, Moskva: Rosstat.
- ROSSTAT (2007), *Social'noe položenie i uroven' žizni naselenija Rossii* (Situation sociale et niveau de vie de la population russe), Statističeskij sbornik, Moskva: Rosstat.
- RUAAULT M. & DANIEL A. (2003), « Les modes d'accueil des enfants de moins de 6 ans : premiers résultats de l'enquête réalisée en 2002 », *Études et résultats*, DREES, n° 235 ; <http://www.sante.gouv.fr/drees/etude-resultat>
- SACKS M.P. (1988), "Women, Work and Family in the Soviet Union", in M.P. Sacks & J.G. Pankhurst, *Understanding Soviet Society*, Boston: Unwin Hyman, pp. 71-96.
- SHELTON B. & JOHN D. (1996), "The division of household labour", *Annual Review of Sociology*, Vol. 22, pp. 299-322.
- SINJAVSKAJA O. & GLADNIKOVA E. (2007a), « Potreblenie uslug po ukhodu za det'mi rossijskimi domokhozjajstvami » (Les familles et les services de la protection de l'enfance en Russie), in T.M. Maleva & O.V. Sinjavskaja, *op.cit.*, pp. 345-376.
- SINJAVSKAJA O. & GLADNIKOVA E. (2007b), « Vzroslye deti i ikh roditeli: intensivnost' kontaktov meždju pokolenijami » (Les enfants majeurs et leur parents : intensité des contacts entre les générations), in T.M. Maleva & O.V. Sinjavskaja, eds., *op.cit.*, pp. 517-544.
- TOULEMON L., PAILHÉ A. & ROSSIER C. (2008), « France: High and stable fertility », *Demographic Research*, Vol. 19, art. n° 16, Special Collection 7: Child-bearing Trends and Policies in Europe, pp. 503-556.

- THÉVENON O. (2007), « Labour force participation of women with children: Disparities and developments in Europe since the 1990s », Working Paper ; http://www.iza.org/conference_files/BaFaLi_2007/thevenon_o3797.pdf.
- THORNTON A., ALWIN D.F. & CAMBURN D. (1983), "Causes and consequences of sex-role attitudes and attitude change", *American Sociological Review*, 48, pp. 211-227.
- ULRICH V. & ZILBERMAN S. (2007), « Six figures du travail à temps partiel », *Premières informations, premières synthèses*, n° 39.3, septembre.
- UUNK W., KALMIJN M. & MUFFELS R. (2005), "The Impact of Young Children on Women's Labour Supply", *Acta Sociologica*, Vol. 48, n° 1, pp. 41-62.
- VAN DER LIPPE T. (1994), "Spouses and their Division of Labour", *Kyklos*, Vol. 30, n° 1, pp. 43-62.
- VIKAT A., SPÉDER Z., BEETS G., BILLARI F., BÜHLER C., DÉSESQUELLES A., FOKKEMA T., HOEM J.M., MACDONALD A., NEYER G., PAILHÉ A., PINNELLI A. & SOLAZ A. (2007), "Generations and Gender Survey (GGS): Towards a Better Understanding of Relationships and Processes in the Life Course", *Demographic Research*, Vol. 17, art. n° 14, pp. 389-440.
- VIŠNEVSKIĬ A.G., ed. (1992), *Evoljucija sem'i i semejnaja politika v SSSR* (L'évolution de la famille et de la politique familiale en URSS), Moskva: Nauka.
- ZAKHAROV S.V. (2007), « Demografičeskij analiz efekta mer semejnoj politiki v Rossii 1980kh gg. » (Analyse démographique de l'effet des mesures de la politique familiale dans la Russie des années 1980), in T. Maleva & O.V. Sinjavskaja, eds., *op.cit.*, pp. 267-312.
- ZDRAVOMYSLOV A.G. & JADOV V.A. (2003), *Čelovek i ego rabota v SSSR i posle* (L'individu et son travail en URSS et après), 2^e édition, Moskva: Aspekt-Press.